

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} AVRIL 1914.

**Proposition de loi sur la réglementation des industries à domicile
(travail à domicile salarié) (1).**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR **M. TROCLET**.

MESSIEURS,

La proposition de loi réglementant les conditions du travail des ouvriers et ouvrières à domicile présente ce fait caractéristique, très rare en Belgique, de réunir l'adhésion d'hommes politiques appartenant à tous les partis. Elle est en effet signée de deux collègues catholiques, un libéral, deux socialistes et un démocrate-chrétien daensiste.

On ne s'en étonnera pas si l'on veut bien se rappeler que le même accord entre hommes d'opinions diverses s'est réalisé dans tous les pays où la question a été posée.

L'intérêt témoigné par le public à l'étude de ce problème, et qui s'est affirmé en Belgique au Congrès international de Bruxelles, organisé à l'occasion de l'étonnante exposition du travail à domicile, fut aux yeux des visiteurs, le « clou » de l'Exposition internationale et universelle de Bruxelles 1910. Cette exposition n'était elle-même que la mise en évidence des faits consignés dans l'enquête si fouillée que publia le Gouvernement belge sur la situation et les conditions du travail des ouvriers à domicile.

(1) Proposition de loi, n° 128 (Session de 1912-1913).

(2) La Commission, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. PERSOONS, RAEMDONCK, RENS, TIDBAUT, TROCLET et VAN MARCKE.

enquête qui constitue une remarquable étude envisageant vingt-deux industries, et dont les résultats ont été consignés dans dix volumes importants.

L'exposition du travail à domicile n'a pu réussir que par l'entente réalisée entre hommes d'opinions diverses. Au début de ce rapport, je ne peux mieux faire, Messieurs, après avoir rendu hommage aux organisateurs du mouvement de sympathie créé en faveur des travailleurs à domicile, que de rappeler les paroles suivantes de M. le Dr Barnich, directeur de la *Revue de la mutualité et des œuvres sociales*, souhaitant la bienvenue aux congressistes venus à Bruxelles de tous les pays du monde pour étudier cet important problème :

« Faire l'éloge des invités est devenu une tâche bien difficile depuis le
» jour où, inaugurant cette admirable exposition du travail à domicile,
» M. le bourgmestre Max, président du Comité central, nous a révélé quels
» étaient, dans ce pays, les promoteurs du mouvement en faveur des tra-
» vailleurs en chambre : un pétroleur au bonnet phrygien, un révérend
» père à la robe affreusement cléricale et un bourgmestre lui-même horri-
» blement doctrinaire. »

Cette pittoresque boutade marque mieux que tous les discours le désir de tous les partis d'intervenir utilement et rapidement.

Pour que des hommes comme Camille Huysmans, le R. P. Rutten et M. Max aient pu, pendant un an, faire trêve aux divergences profondes qui les séparent sur maintes questions importantes pour préparer ensemble et mener à bien une œuvre aussi difficile, il fallait que le sujet de leur entente en valût la peine. Nous espérons retrouver le même accord au Parlement belge pour porter remède aux détresses que l'enquête gouvernementale et l'exposition du travail à domicile ont révélées.

Jusqu'à cette exposition des sociologues comme Guillaume De Greef, des hommes d'œuvres comme M. Pierre Verhaegen, des journalistes comme Auguste Dewinne, des spécialistes et des enquêteurs officiels comme MM. Maurice Ansiaux, Charles Génart, Ernest Dubois, Gillès de Pelichy, Georges Beatse, Albert Thonnard, Léon Douchamps, Robert Vermont, Charles de Zutters, et tant d'autres que nous oublions, avaient dans des livres, dans des conférences, dans des articles de journaux attiré l'attention sur la situation malheureuse de certaines catégories de travailleurs à domicile.

L'exposition du travail à domicile à Bruxelles, organisée systématiquement, ordonnée avec méthode, complétant l'étude si bien commencée par le Gouvernement, n'oubliant aucune industrie, gagna l'opinion publique à la cause des prolétaires de « l'industrie à domicile salariée ».

Le spectacle lamentable de tant de misères, malgré tant de labeur, émut toutes les classes de la société. De partout l'idée d'une législation spéciale en faveur des plus pauvres entre les pauvres fut considérée comme nécessaire. C'est pour donner satisfaction à la conscience publique et améliorer sérieusement le sort de tous les travailleurs dispersés que MM. Camille Huysmans et consorts ont déposé la présente proposition.

Qu'est-ce qu'un travailleur à domicile ?

A première vue la question paraît oiseuse. Malheureusement l'expérience démontre que la confusion règne encore dans beaucoup d'esprits à ce sujet. Une définition exacte s'impose, afin d'éviter tout équivoque dans le débat engagé.

Précisons donc ce qu'il faut entendre par « travailleur à domicile ». Il n'est nullement question du petit patron ni de l'artisan travaillant directement pour sa clientèle.

Dans le développement de sa première proposition de loi, l'auteur, Camille Huysmans, disait déjà :

« Nous entendons par travailleur à domicile l'ouvrier ou l'ouvrière produisant des marchandises dans la fabrique dispersée.

» L'artisan n'est pas un ouvrier à domicile. Il produit et il vend sa marchandise.

» La ménagère qui produit pour son propre usage n'est pas une ouvrière à domicile.

» Il ne faut pas davantage le confondre, avec la production industrielle décentralisée, ni la petite industrie, ni le travail familial. « En néerlandais les mots *Huisarbeid* et *Huisnijverheid* s'opposent nettement à *Huisvlucht* (travail familial). »

Cette définition est en concordance avec celle qui a toujours été donnée par les spécialistes.

« Le travailleur *at home* indépendant n'est pas celui que nous envisageons, disait M. le professeur V. Brants, président de l'Office international du travail à domicile, mais le salarié travaillant chez lui, pour un entrepreneur et non pour la clientèle, recevant de lui une partie de ses matières premières, de son outillage, payé d'un salaire sur pièce. »

Et pour plus de précision encore, disons que la loi ne s'applique qu'à des ouvriers qui effectuent à domicile, pour le compte d'un chef d'entreprise un travail déterminé, à tous ceux enfin qui ouvrent à façon des matières premières ou des produits partiellement achevés qui leur sont confiés par un ou plusieurs employeurs, fabricants, intermédiaires ou vendeurs.

Exemple : Deux frères sont tailleurs. L'ainé travaille directement pour le client consommateur, le cadet travaille à demeure pour les grands magasins. Ses travaux ne lui sont pas payés par le client consommateur, mais bien par le magasin tenant lieu d'intermédiaire. La loi ne s'applique pas au premier ; elle s'applique au second.

Un cordonnier emporte des matières de chez son patron, il fait du travail à façon et recevra un salaire. Un voisin lui commande la même paire de souliers ; pour la confectionner il achète des fournitures. Il a donc dans les deux cas, sauf l'achat des fournitures, effectué le même travail.

Dans le premier cas il a pourtant agi comme travailleur à domicile, et comme artisan indépendant dans le second.

Un membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la présente proposition, a longuement insisté sur la difficulté de faire la distinction entre un artisan et un ouvrier.

Nous croyons avoir répondu par les précisions ci-dessus, mais pour ceux qui auraient encore quelque hésitation, nous reproduirons encore la définition qu'ont donnée certains auteurs compétents et notamment celle si complète qu'a si bien résumée M. Aimé Berthod, rapporteur de la loi française sur la réglementation de salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement :

« Disons d'abord, écrit M. Berthod, avec tous les auteurs qui ont écrit » sur la matière, que le travail à domicile, tel que nous avons à l'envisager, » n'est pas l'industrie de famille telle qu'elle existe dans les sociétés primi- » tives où la division du travail n'est pas encore pratiquée, chaque famille » produisant, non pour la vente, mais pour son usage propre, la plupart » des choses dont elle a besoin; ce n'est pas non plus l'industrie indépen- » dante du petit artisan, travaillant pour le marché local et remettant sans » intermédiaire à sa clientèle familière les marchandises qu'il a produites » avec des outils qui lui appartiennent. Le travail à domicile dont nous » avons à étudier les misères est un des aspects, une des annexes, « l'arrière » train », comme dit Karl Marx, de la grande industrie ou tout au moins du » grand commerce. On lui a donné le nom de « fabrique décentralisée » ou » encore d' « industrie à domicile salariée ». »

« L'industrie à domicile, dit d'autre part M. Pierre Verhaegen, n'a » conservé de son passé qu'une seule caractéristique : c'est d'être exercée » dans ce qu'on appelle « l'atelier familial »; pour le reste, elle est devenue » une forme de la production industrielle moderne.

» L'ouvrier qui appartient à la fabrique dispersée fait chez lui le même » genre de travail que d'autres exécutent à l'usine. Il est comme l'ouvrier » d'usine, selon la judicieuse expression de M. Boyaval, « un chaînon dans » une production collective ». »

Les explications et les nombreuses citations que nous venons de faire suffiront, pensons-nous, pour faire saisir avec toute la précision désirable la définition suivante qui figure à l'article 1^{er} de la proposition de loi de MM. Camille Huysmans, et consorts et qui est ainsi conçue : « *Sont considérés comme travailleurs à domicile, les ouvriers qui, appartenant à l'industrie dispersée ou décentralisée, travaillent pour compte d'un employeur auquel ils sont liés par un contrat de louage d'ouvrage* ».

Les intermédiaires assimilés aux patrons.

Ici aussi une définition est indispensable. En effet, il est à remarquer que le mot *employeur* comprend dans le projet de loi non

seulement l'entrepreneur, le patron et le sous-entrepreneur, mais aussi le courtier, le facteur, l'intermédiaire.

L'organisation actuelle de la plupart des industries à domicile impose cette définition.

L'intermédiaire, surtout dans l'industrie de la dentelle s'exerçant dans les villages éloignés, est une sorte de contremaître, allant de maison en maison, remettant les dessins, s'arrangeant avec les ouvrières pour la date de livraison, venant reprendre le travail terminé et fixant le prix de la main-d'œuvre. Cependant, à l'encontre des autres contremaîtres, ils doivent être payés par les ouvriers au lieu de l'être par le patron.

Bien souvent d'ailleurs le patron n'est pas au courant du salaire payé à l'ouvrière par l'intermédiaire, facteur ou courtier. Le patron a fixé le prix d'un travail convenu et l'intermédiaire agit à sa convenance avec l'ouvrière. A vrai dire c'est l'intermédiaire qui, pour l'ouvrière, est le seul patron.

Les intermédiaires sont souvent une des causes de l'abaissement des salaires. Se faisant entr'eux une concurrence effrénée, c'est finalement sur le producteur que les courtiers cherchent « à se rattraper ».

Dans toutes les enquêtes, les travailleurs à domicile se sont plaints des *intermédiaires*.

Non content de réduire à rien la part du travail, les courtiers placés entre l'entrepreneur qui commande l'ouvrage et l'ouvrier qui l'exécute, pratiquent encore très souvent le *truc-système*, payant leurs victimes en marchandises et non en argent. Tous les inspecteurs du travail reconnaissent que c'est dans les régions où domine l'industrie à domicile que la loi de 1887 sur le paiement des salaires est le plus difficile à appliquer et que les abus sont le plus difficile à découvrir.

Les ouvriers, dont la réflexion s'arrête le plus souvent aux faits immédiats ont cru longtemps que les intermédiaires étaient seuls coupables de la réduction de leurs salaires.

En France, les courtiers furent dédaigneusement traités de « marchandeurs », tandis que les ouvriers liégeois du pays de Dalhem, dans leur langage si expressif et si pittoresque les appelaient avec mépris des « recoupeurs », des gens qui « recoupent », qui rognent le salaire des pauvres gens.

Des enquêteurs superficiels s'imaginèrent même de très bonne foi que tout le mal venait des courtiers. Aujourd'hui les travailleurs et tous ceux qui ont étudié la question de plus près, ont modifié quelque peu leur jugement à cet égard. Ils savent que les grands magasins, les fabricants ont aussi une grande, pour ne pas dire la plus grande part de responsabilité, puisqu'ils sont les plus grands profiteurs du travail à domicile. Il n'en est pas moins vrai que les intermédiaires sont loin d'être indemnes et que pour être certain de faire respecter le minimum de salaire qu'il s'agit d'instaurer, il y a lieu, puisqu'il y a souvent solidarité dans l'exploitation, de décréter la solidarité dans la responsabilité.

Il ne faut pas songer d'ailleurs à supprimer de si tôt les intermédiaires,

car au fur et à mesure que les industries à domicile reculeront dans les campagnes éloignées, tandis que se concentrera dans quelques grandes villes seulement le gros de la fabrication, les courtiers conserveront une grande part de leur raison d'être.

Seule l'organisation coopérative des ouvrier à domicile organisés en vue de la recherche et de la distribution du travail à domicile pourrait y suppléer. Mais il n'y faut pas songer. Les rares tentatives qui ont été faites n'ont guère résisté. A notre connaissance, les ouvrières chemisières de Vivognis-Liége, en 1898 réussirent pendant un an à se passer d'intermédiaires. Nous n'avons jamais, en Belgique, connu d'autres tentatives.

En France quelques œuvres charitables, dont le champ d'action est très limité et une œuvre coopérative fort intéressante fondée et dirigée par M^{me} Duchêne; et c'est à peu près tout.

Donc c'est sur la loi qu'il faut compter. Et puisque les intermédiaires subsistent nous devons bien les faire entrer dans le cadre de la loi; mais en les rendant solidairement responsables avec les fabricants du paiement des salaires convenus, nous pouvons espérer voir cesser les abus.

Le champ d'application de la loi.

Pour mieux situer le champ d'application de la loi, les auteurs de la proposition ont donné une liste de plus de quatre-vingts métiers séparés qui doivent être obligatoirement soumis au régime nouveau qu'ils demandent d'instaurer.

Nos collègues n'auront pas été sans remarquer que le détail des professions visées par le projet a été poussé très loin. De cette façon on peut facilement se rendre compte de la portée de la loi. Cette énumération peut aussi éviter certaines difficultés d'application. Pour les industries citées dans le texte de l'article 2, pas d'hésitation, pas de contestations possibles, les ouvriers repris sous les métiers indiqués, s'ils travaillent à domicile dans les conditions que nous avons précisées dans les pages précédentes, doivent bénéficier des avantages de la loi.

Pourtant l'énumération n'est pas limitative, elle ne signifie pas que d'autres travailleurs appartenant à d'autres métiers et exécutant leur tâche à domicile dans les mêmes conditions que les ouvriers des industries mentionnées à l'article 2, soient définitivement exclus du bénéfice de la protection légale. La proposition établit seulement une liste pour donner des garanties à ceux qui craindraient une extension exagérée de la loi. Cette liste n'a qu'une portée exemplative, mais il est entendu que les industries non énumérées à l'article 2, pourront être ajoutées à la liste par arrêté royal. Cette faculté accordée au Gouvernement peut aussi être nécessaire dans d'autres cas; si une industrie nouvelle venait à se créer, ou encore si une fabrication aujourd'hui exécutée à l'usine se transformait au point d'être

ensuite faite à domicile, il est incontestable que dans de telles circonstances le Gouvernement aurait le droit et le devoir de donner au champ d'action de la loi l'extension nécessaire.

Nécessité des mesures d'hygiène.

La proposition de MM. Camille Huysmans et consorts poursuit en ordre principal un double but : premièrement, veiller à la santé des travailleurs à domicile ; deuxièmement, relever les conditions matérielles des ouvriers des industries dispersées en établissant un minimum de salaire.

Examinons tout d'abord les mesures d'hygiène. Le premier inconvénient du travail à domicile est de réduire dans bien des cas l'espace réservé à la vie du foyer. Dans la lingerie et le vêtement, dans la ganterie, dans la fabrication des dentelles, dans l'industrie du tabac, dans d'autres industries encore, l'ouvrier ou l'ouvrière travaille, soit dans la cuisine, soit dans la chambre à coucher. Si l'on songe que ce sont là les deux uniques pièces du logement des trois quarts des ouvriers, on voit tout de suite les conséquences désastreuses de ce régime au point de vue hygiénique. Manque d'air et parfois de lumière, pièces tellement encombrées que le nettoyage régulier et le lavage quotidien du logement deviennent souvent chose impossible, en supposant évidemment que la mère puisse même prendre le temps d'y procéder. Pendant le nettoyage, arrêt du travail du mari, perte de temps, perte d'argent ; pressé par la misère ou par les ordres du patron, on ne nettoie pas ou on ne nettoie guère. Mais si à côté de cette malpropreté inhérente au travail à domicile, viennent encore s'ajouter les poussières empoisonnées qui se dégagent des matières premières employées, des odeurs nauséabondes et des miasmes délétaires qui proviennent de certains apprêts, on peut dire que dans ce cas, le travail à domicile est plus meurtrier que le fléau de la guerre lui-même. Dans certaines industries la situation est pire que tout ce que l'on peut imaginer.

Ce sont toutes ces considérations qui faisaient dire au R. P. Rutten au Congrès international du travail à domicile tenu à Bruxelles en 1910 :

« Ce que nous avons vu hier, encore que ce soit une exception, est une honte et un scandale qui ont trop duré. »

Et si le Congrès applaudissait avec tant de vigueur les paroles vengeresses du R. P. Rutten, c'est que la veille une délégation de congressistes, appartenant à toutes les nations et à tous les partis, avait visité les masures des éjarreurs de poils de Zele.

Des journalistes catholiques, libéraux et socialistes accompagnaient les congressistes ; voici quelques extraits suggestifs de leur récit de voyage :

Du Patriote :

« L'impression que la plupart des congressistes ont emportée de ce voyage est vraiment lamentable.

» A Zele, on nous a montré, surtout des éjarreurs-coupeurs de poils. Ils

- » travaillent en famille, la mère et les petits enfants, dans des taudis infects,
- » soupentes basses, porcheries désaffectées, etc. Des poils, de la poussière
- » animale volent de toutes parts, pénètrent dans la bouche des travailleurs,
- » qui, d'un mouvement automatique râclent les peaux à l'aide d'un couteau.
- » Les familles sont très nombreuses : de treize, de quinze enfants.
- » Le logement en générale est très défectueux, dans une des maison-
- » nettes, nous avons vu un lit où couchent sept enfants. Dans une autre un
- » bébé est né, récemment dans une chambre où se trouvaient quatre enfants.
- » Les latrines sont sales, très sales. Les poils qui volent à l'intérieur des
- » maisonnettes, tombent sur les meubles, sur la nourriture. Les enfants
- » commencent à travailler très jeunes. L'instruction est nulle ou quasi nulle.
- » Dans une maison il n'y a pas de lit, les enfants dorment à terre. »

De L'Étoile Belge :

- » Partout peinent des malheureux êtres, femmes, enfants, vieillards,
- » éjarreurs, éjarreuses ou coupeuses de poils de lapins, fileurs ou fileuses,
- » tisserands de jute. Les conditions de vie sont navrantes : manque d'air
- » et de lumière dans ces logis ou l'atmosphère, surchargée de particules
- » végétales ou animales, poussière de jute, poils tenus comme des fils
- » d'araignées, est irrespirable, promiscuité bestiale et hideuse, malpropreté,
- » misère sans nom.
- » Et tout cela empuanté par des odeurs horribles, amas de peaux ayant
- » subi un commencement de putréfaction, latrines et fosses d'aisance, souvent
- » recouvertes à claire-voie qui hantent des légions de mouches. Si le choléra
- » passait dans ces bataillons carrés de paupérisme, ce serait terrible.
- » N'y a-t-il donc pas de commission d'hygiène dans ces parages. »

Du XX^e Siècle :

- » Voici dans une petite chambre une pauvre femme qui travaille au filage
- » de jute, dégageant autour de son rouet un véritable nuage, dans le même
- » réduit, à deux mètres peut-être de la mère, une fillette de trois à quatre ans
- » balance, d'un mouvement régulier et monotone, une berce où dort un
- » enfant de quelques mois.
- » Ailleurs nous trouvons une chambre : cuisine salle à manger dans le
- » jour, dortoir la nuit, au fond une porte conduit à un trou à peine éclairé
- » d'une lucarne latérale. Un tisserand a installé là son métier, et vaillamment
- » de l'aube à la nuit, travaille dans un air vicié au point de n'être plus
- » respirable.
- » Poursuivons. Voici quelque chose de navrant tout à fait. Dans une
- » maisonnette, pas de meubles, pas de literies. Un bébé presque nu, dort
- » sur une sorte d'essuie-main à terre. Les larmes viennent aux yeux d'une
- » des dames qui nous accompagnent : Les mains vont d'instinct à la poche...
- » Dans un galetas, un bébé naquit, voilà quelques jours... Quatre enfants
- » étaient là, à côté de leur mère. Une toile pendue à une ficelle improvisa
- » une cloison. »

Le Bien Public de Gand et d'autres journaux firent des constatations identiques.

Le Peuple écrivit :

» Les Congressistes sont allés faire à Zele et à Hamme le douloureux
» pèlerinage que fit, il y a neuf ans, notre camarade Auguste Dewinne. Les
» journalistes présents n'ont pu que confirmer les navrantes constatations
» que *Le Peuple* publia à cette époque. »

Dans ce livre si émouvant à *Travers les Flandres*, d'Auguste Dewinne, on voit les conséquences du travail à domicile dans les deux provinces du pays où il est le plus répandu. A Zele, en plein hiver, l'auteur avait vu un ménage où la semaine de lavage, la famille dormait sans draps de lit. Il n'y en avait pas de rechange ! Le père de cette malheureuse famille n'avait jamais quitté sa commune natale ⁽¹⁾.

En lisant le récit de ceux qui ont visité Zele, on est pris d'une tristesse profonde en pensant qu'au XX^e siècle, dans le premier pays industriel du monde, on peut se trouver en présence de spectacles aussi lamentables.

« Berragan » me l'avait bien dit, écrivait Auguste Dewinne en 1902 :
« Quand vous verrez les tisserands de Zele vous pleurerez ! »

On reconnaît que pareille situation ne peut durer. Certes, les descriptions qu'on vient de lire s'appliquent à une situation exceptionnelle, Zele, a dit Antony Neuckens, le secrétaire de l'Office International du travail à domicile, « c'est l'enfer de la Flandre ». Soit. Mais le fait qu'un tel état existe, n'en est pas moins une honte pour la civilisation. Notez que le travail à domicile produit des situations à peu près analogues dans tous les pays.

A une situation aussi grave, il faut un remède radical. C'est ce que les auteurs de la proposition ont pensé.

(1) Il a été donné de mettre au travail, à l'Exposition de Bruxelles, une veuve de Zele. Elle avait trois enfants. Le jour où elle vint commencer le travail, elle n'avait plus mangé depuis deux jours, ni elle ni ses enfants. La veille, son gamin de 10 ans était revenu à la maison avec quelques pommes de terre qu'il avait dérobées. Sa mère l'avait obligé à rapporter cette nourriture volée n'importe où.

Quand les compagnons de travail vinrent raconter la chose à M. Antony Neuckens, le secrétaire adjoint de cette exposition, il fit venir la femme, lui remit sur son gain futur 10 francs et la renvoya de suite chez ses enfants, la femme fut prise par un étourdissement non pas de faim, puisque ses compagnons lui avait donné de quoi manger, mais à la vue de tant d'argent. Depuis que son mari était mort, c'était la première fois qu'elle avait une pièce de cent sous à elle, malgré toutes les peines qu'elle se donnait et tout le travail quelle fournissait.

Connaissez-vous rien de plus tragique que cette histoire vécue ?

Dans un ménage nous avons trouvé, dit M. Neuckens, deux lits pour huit personnes, les lits n'avaient ni couvertures ni draps, les dormeurs se couchaient tout habillés et, en hiver, quand il faisait vraiment trop froid, ils se glissaient sous la paille de paille qui leur servait de matelas.

Mesures d'hygiène proposées.

L'article 7 du projet laisse au Gouvernement le soin de dresser, après enquête, une liste des industries à supprimer.

Il envisage trois cas :

- 1° Industries nocives pour l'ouvrier et pour le consommateur ;
- 2° Industries pratiquées arbitrairement dans les locaux non appropriés ;
- 3° Industries pour lesquelles le commodo et incommodo doit être demandé en vue de protéger le voisinage.

Pour le premier cas, il prévoit qu'un règlement, établi par le Gouvernement, défendra de remettre aux travailleurs à domicile des matières à ouvrir dont les manipulations présentent un danger de contamination; dans cet ordre d'idées il désigne dès maintenant, dans son article 8, les industries que la loi doit supprimer tout d'abord. Ne sont reprises dans cette liste que les industries dont l'interdiction est demandée par tous les hygiénistes et sociologues.

Voici quelques industries très DANGEREUSES POUR LES TRAVAILLEURS :

A) *L'industrie des matières premières pour la chapellerie.* — L'éjarrage des peaux et le coupage des chiquettes, fait s'échapper des poussières imprégnées de mercure d'autant plus dangereuses que les mesures d'hygiène ne sont pas observées en tant que cube d'air, aération et soins corporels des ouvriers, et surtout, parce que ces manipulations se font sans contrôle par des enfants très jeunes ou tout au moins en présence et dans les places où se tiennent des enfants en bas âge.

B) *L'industrie du filage et du tissage de jute.* Mêmes dangers à cause des poussières infectes qui se dégagent pendant le travail.

Voici maintenant des industries DANGEREUSES POUR LE CONSOMMATEUR :

A) *Les industries de l'alimentation.* — Il a été constaté que l'emballage et l'ornementation des confiseries, par exemple, se faisaient dans des bocalux d'une propreté insuffisante pour la manipulation de matières servant à l'alimentation humaine. Les dangers sont d'autant plus graves que les enfants — grands consommateurs de bonbons — offrent peu de résistance aux maladies contagieuses.

L'enquête de Bruxelles a démontré que des personnes atteintes de tuberculose pulmonaire, de tuberculose osseuse, d'eczéma, d'écoulements putrides d'oreille, exerçaient le métier d'emballleur et d'ornementiste en confiserie.

En Suisse, notamment, il fut reconnu qu'une femme, atteinte de la fièvre puerpérale, continuait son travail d'ornementiste en confiserie sur son lit de malade. D'autres fois, la manipulation des confiseries s'était faite dans une chambre occupée par un enfant qui était atteint de scarlatine, la mère don-

nant alternativement ses soins au malade et continuait sans prendre même chaque fois la précaution de se laver les mains, le travail de ces objets d'alimentation.

B) Les industries du tabac. — Il a été reconnu que dans cette industrie où les deux tiers des ouvriers sont atteints de tuberculose pulmonaire, il règne certaines pratiques défectueuses et antihygiéniques, tels le collage des pointes de cigares, se faisant au moyen d'une pâte de farine et de jus de café, et l'habitude de trancher le bout de la feuille avec les dents au lieu de se servir d'un couteau comme il est prescrit de le faire dans les ateliers où il est aisé d'exercer un contrôle constant.

Cependant, en ce qui concerne l'industrie du tabac, des membres de la Commission ont fait des réserves au sujet de la suppression radicale de ce travail à domicile. Ils estiment qu'une réglementation est indispensable, mais qu'il y aurait tout au moins pour le moment danger d'aller au delà. Cette réserve faite, la Commission relie surtout le danger pour les consommateurs qui résulte, dans certaines industries, du fait du travail en chambre.

*
* *

Dans l'industrie de l'ornementation de la confiserie, la principale maison de Bruxelles fut, en 1910, étonnée de constater dans quelles conditions se faisait son travail. Elle l'ignorait complètement. Aussi fut-elle d'avis de prendre des mesures immédiates. Elle supprima le travail à domicile pour ses emballeuses et ornemanistes. Elle ouvrit ses ateliers à ses ouvrières et permit aux mères de famille de venir et de partir à l'heure qui leur convenait, pour la bonne tenue de leur ménage. Cette organisation patriarcale fait que cette branche de l'industrie de l'alimentation ne s'exerce plus guère à domicile et la loi, en décrétant l'interdiction, ne fera en réalité que sanctionner le fait accompli.

Il est certain que les conditions où s'exécute souvent le travail des industries reprises à l'article 8 du projet, sont exécrables à tous points de vue.

M. Berbloock, accompagnant Auguste Dewinne dans ses enquêtes, pose à un tisserand de Zele, âgé de 52 ans, la question suivante : « Vous avez eu beaucoup d'enfants? »

Le tisserand répond : « Ma femme s'est accouchée du vingt et unième, il n'en reste que cinq en vie. »

Vingt et un enfants! Et seize enfants morts sur vingt et un! N'est-ce pas le cas de dire, avec le Dr Barnich, que le travail à domicile exécuté dans ces conditions « est une œuvre de dégénérescence et de mort? »

Il est interdit de tuer son semblable. Pourquoi permettrait-on de tuer par un travail malsain qui donne à peine du pain à manger à ceux qui l'exécutent?

Assimilation aux établissements dangereux et incommodes.

Indépendamment de ces mesures radicales s'appliquant à des situations bien délimitées, la proposition qui nous est soumise institue une échelle de salubrité pour toutes les industries à domicile qui rentrent dans le cadre de la présente loi.

Cette échelle annuelle de salubrité sera dressée par profession. Le Ministère du Travail s'entourera de tous les renseignements désirables en recueillant, notamment, l'avis des administrations communales, des commissions médicales provinciales et du Conseil supérieur d'hygiène publique.

Cette échelle permettra de distinguer avec certitude quelles sont les industries qui doivent être supprimées dans leur forme actuelle de celles qu'il suffit de réglementer au point de vue sanitaire.

Au sujet de ces dernières, il faudra s'inspirer des nombreux arrêtés royaux pris en vue de s'assurer la salubrité des ateliers.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler que l'arrêté royal du 21 septembre 1894 prescrit le badigeonnage, la peinture, un volume d'air de 10 mètres cubes par ouvrier, un renouvellement d'air par heure de 30 et de 60 mètres cubes selon le cas, des orifices de prise d'air et d'évacuation d'air vicié, une ventilation énergique dans les locaux affectés au travail. Ces mesures sont encore renforcées dans les locaux où l'on travaille des matières organiques susceptibles de fournir des liquides qui, par leur décomposition, donneraient lieu à des dégagements de gaz ou de vapeurs nuisibles et incommodes. Les résidus putrescibles ne doivent jamais séjourner dans les locaux affectés au travail. Ils sont enlevés à mesure et immédiatement désinfectés. D'autres dispositions présentent de mettre les locaux du travail à l'abri des émanations provenant d'égouts, fosses à purin ou fumier, de fosses d'aisance ou de toute autre source d'infection.

Les mesures de salubrité ne s'appliquent qu'aux fabriques et aux ateliers. Si on veut bien considérer que la chambre où travaille l'ouvrier n'est au fond que le prolongement de la fabrique, on reconnaîtra la nécessité d'appliquer les mêmes règles d'hygiène au travail à domicile qu'au travail en atelier.

*
* *

M. Hubert, Ministre du Travail et de l'Industrie, ouvrant le Congrès international de Bruxelles en 1910, disait en substance ce qui suit : « Si toutes les mesures prises en faveur des ouvriers de fabrique n'ont pas été étendues aux travailleurs à domicile, c'est qu'en raison de la situation spéciale de ces derniers, il était impossible de les appliquer purement et simplement. Aujourd'hui, il est temps de combler cette lacune. Je ne manquerai d'examiner, dans quelle mesure et éventuellement suivant quelle modalité pourrait s'effectuer cette extension de notre législation ouvrière. »

On est d'accord sur le principe. Et en matière d'hygiène, l'urgence d'in-

Intervenir en faveur du travail à domicile s'impose, sauf exception, bien plus encore que pour le travail de fabrique. On peut simplement discuter sur les modalités. En Australie, aux États-Unis, en Angleterre, le moyen qui a semblé le plus efficace, consiste à faire appliquer sur les produits ouvrés au domicile des ouvriers, une marque, une étiquette, un « label », avec l'inscription « *tenement made* », « fait à domicile ». (Voir le rapport de M. Rens.)

C'est en s'inspirant de la pratique de ces pays que les auteurs de la proposition de loi qui nous occupe instituent « une marque distinctive » qu'un règlement spécial fixerait.

Le « label » serait officiel. Les produits fabriqués à domicile devraient toujours, sous peine d'amende, en être revêtus. Il ne serait délivré qu'aux travaux exécutés dans les conditions d'hygiène reconnues suffisantes par l'inspection du travail.

Le Gouvernement aurait ainsi une sanction efficace et agissante parce qu'elle serait constante.

*
* *

Indépendamment des mesures de salubrité applicables aux travailleurs en fabrique et que nous venons de rappeler, il y aurait lieu dans l'INTÉRÊT MÊME DES CONSOMMATEURS de prendre des mesures pour éviter la remise de travail dans des milieux atteints de maladies contagieuses. En Angleterre, des pénalités sont prévues avec cette particularité que la loi fait retomber la responsabilité de ses prescriptions sur les patrons ⁽¹⁾.

La sanction qui paraît la plus équitable est celle qui ordonnerait la désinfection, dans des cas exceptionnels, la destruction au frais de l'employeur, des matières présentant un danger de contamination ou déposées dans un local contaminé. C'est à cette solution que se sont arrêtés les auteurs de la proposition.

D'autre part, il est bien entendu que des mesures préventives des maladies professionnelles seraient prises dans les mêmes conditions que celles qui sont imposées en vue d'échapper aux maladies contagieuses.

*
* *

Doivent aussi être envisagés les inconvénients résultant du voisinage de certaines industries, telles que l'industrie des matières premières pour la chapellerie, qui comprend la manipulation, l'épandage et le séchage des peaux non encore dépourvues de toutes les matières grasses ou sanglantes dont l'état de putréfaction dégage des odeurs nauséabondes.

Au surplus, la 2^e section du Congrès International du Travail à domicile de Zurich en 1912, où notre Gouvernement s'était fait représenter, a fait admettre les résolutions suivantes : a) Le travail à domicile qui expose à des

(1) Voir Rapport Rens.

intoxications graves, doit être interdit; b) la fabrication et la manipulation des denrées alimentaires et du tabac doivent être interdites dans le travail à domicile; c) la déclaration des maladies contagieuses sera rendue obligatoire; d) de même la désinfection et éventuellement la destruction des objets appartenant à l'ouvrier atteint d'une maladie contagieuse.

Extension de la législation sociale aux travailleurs à domicile.

Indépendamment des mesures d'hygiène les dispositions additionnelles de la proposition qui nous est faite étendent les avantages de la plupart des lois ouvrières aux travailleurs à domicile.

Les mesures protectrices du travail telles que la loi sur les accidents du travail, le repos dominical et le travail des femmes et des enfants seraient désormais applicables aux ouvriers des « fabriques dispersées ».

Pour le travail des femmes et des enfants, personne par raison d'humanité ne voudra s'y opposer. Il en est de même du repos dominical.

Quant à la loi sur la réparation des dommages causés par les accidents du travail, il est clair que les patrons occupant des ouvriers en fabrique sont désavantagés puisqu'ils sont obligés de soutenir la moitié du risque professionnel, tandis que leurs collègues occupant des travailleurs à domicile en sont exonérés. Il y a là une inégalité choquante et un encouragement déplorable pour les chefs d'entreprises à recourir au travail en chambre.

Il résulte d'une enquête faite dans le canton de Dalhem et au pays de Liège que les accidents sont fréquents chez les ouvriers armuriers à domicile. Il doit en être de même dans d'autres professions. Il y a donc lieu de combler la lacune qui exclut du bénéfice de la loi sur les accidents du travail les ouvriers de « la fabrique dispersée ».

Si l'article 20 ajoute la loi sur le paiement des salaires aux autres lois protectrices du travail, c'est qu'une jurisprudence qui nous paraît contraire à l'esprit de la législation de 1887 a classé les tresseuses de paille parmi les artisans. Si nous voulons abolir définitivement le truc-système, nous devons faire rentrer conformément à la définition que nous en avons donnée, les tresseuses de paille et d'autres ouvriers qui pourraient y être assimilés dans le droit commun.

Le truc-système mérite une mention spéciale dans le travail à domicile. Dans la vannerie, par exemple, le patron oblige l'ouvrier à acheter chez lui les fournitures de jonc ou d'osier avant de lui remettre du travail. Ces fournitures sont cotées au-dessus de leur valeur. Dès que l'ouvrier est en possession des fournitures, il est censé devenir artisan, toutefois il lui est interdit de livrer son travail à un autre que celui qui lui a vendu l'osier. Celui-ci lui paye son travail et défalque le prix des fournitures, la différence est son salaire. Cependant ce salaire est diminué d'autant que les fournitures lui ont été fournies trop chères.

Dans la dentelle les mêmes pratiques existent parfois.

Nous avons vu le cas d'une ouvrière qui était également considérée par sa patronne comme une entrepreneuse parce qu'elle fournissait le travail et le fil. Dans ces conditions la patronne avait tout loisir pour imposer ses conditions d'achat. Elle n'acceptait les dentelles que contre échange d'aunages, c'est-à-dire qu'elle prenait la dentelle en sous-évaluant la valeur, donnait des étoffes au prix de détail, donc avec un bénéfice, et l'ouvrière devait revendre cette étoffe avec perte pour s'en débarrasser. Il y avait donc pour celle-ci trois sources de pertes.

Le fait que l'atelier à domicile est le prolongement de l'usine, met le patron dans les mêmes obligations vis-à-vis du travailleur à domicile que vis-à-vis du travailleur à l'usine. Tel est le principe directeur du présent projet de loi.

Le minimum de salaire : Sa nécessité.

Certes, l'hygiène du local où s'exécute le travail est de première importance. Mais tous ceux qui ont étudié de près le problème du travail à domicile sont d'accord pour dire que « le nœud de la question », « la racine du mal » comme disent les anglais, provient de l'insuffisance des salaires.

« Cette industrie à domicile salariée, dit M. Brants, professeur à l'Université catholique de Louvain, nous apparaît ainsi souvent comme une dégénérescence de l'ancien artisan autonome, ce n'est pas un type, c'est un déclassement et il en a les tristes caractères. C'est bien sous cet aspect fâcheux qu'il nous apparaît dans beaucoup de nos villes modernes, de nos grandes villes surtout. Forme de décadence que la concurrence a imposée surtout d'abord à l'artisan médiocre, incapable de soutenir la lutte sur le marché économique.

» Sans doute, il n'en est pas ainsi partout. Nos ouvriers armuriers belges ne sont pas de ce genre. S'il y a quelques abus, ils doivent être tout à fait exceptionnels, écrit le monographiste de cet important et historique métier. Il y a encore ça et là du travail qui chante dans les campagnes où l'occupation industrielle complète le vide de la saison morte. »

Mais ce sont des exceptions, car, comme le dit si éloquemment et si justement M. Brants, « l'idylle du foyer laborieux n'est plus, en général, qu'une triste ironie, c'est l'œuvre dé-enchantée d'une vie qui s'étiole dans un milieu sans soleil et sans repos dans le cadre des impasses lépreuses ».

C'est pour remédier à cette malheureuse situation et pour arrêter sur la pente où elles glissent les industries à domicile plus favorisées, que nous demandons à la législation d'adopter la présente proposition.

Si on excepte des professions, comme celles des armuriers liégeois, des sculpteurs, des diamantaires et de quelques autres métiers spéciaux qui sont loin encore cependant de rapporter à l'ouvrier le fruit intégral de son travail, on peut dire que la caractéristique la plus frappante du travail à domicile est l'avilissement de la main-d'œuvre.

En Angleterre, la Chambre des Lords, qui ne peut certes être accusée

d'idées subversives, prit l'initiative en 1888 de faire une enquête sur la situation du travail à domicile. Minutieusement, tous les aspects de la question furent étudiés. L'enquête ne dura pas moins de douze ans. En 1890, la Chambre des Lords condensa, dans cette formule restée fameuse, les trois caractéristiques du travail à domicile :

- 1° Des salaires exceptionnellement bas et insuffisants;
- 2° Une durée excessive de travail;
- 3° Des ateliers insalubres.

On peut dire que les deux derniers caractères du labeur industriel en chambre ne sont que la conséquence fatale du premier.

Travaillant à la pièce, l'ouvrier se tue à la tâche pour atteindre un salaire hebdomadaire strictement indispensable pour vivre. Et c'est par un effort prolongé qu'il espère y parvenir; mais le but s'enfuit au fur et à mesure qu'il se tue, le surtravail ne parvenant jamais à compenser le bas prix de la main-d'œuvre, bas prix qui descend encore chaque fois que l'ouvrier s'est livré à la surproduction : c'est une chaîne sans fin.

Et dans sa frénésie à produire, l'ouvrier utilise non seulement ses enfants, mais encore sa compagne qui ne dispose plus du temps qu'elle devrait consacrer aux soins de propreté du logis et du linge de la famille.

Bien-être relève! dit le proverbe populaire.

Dans le sens inverse, on peut dire que la misère prolongée abaisse la dignité ouvrière. Tous ceux qui chercheront la solution ailleurs que dans le relèvement des salaires feront fausse route.

A quoi faut-il attribuer cette insuffisance de salaire? A la concurrence effrénée que se font entre eux les grands magasins de vêtements, de dentelles, de lingerie, etc., mais aussi à la concurrence entre ouvriers que certains patrons ou intermédiaires savent si bien provoquer. « Vous ne voulez pas faire ce travail pour un tel prix? Non. C'est bien, je le donnerai un autre. » Et comme les ouvriers à domicile n'ont aucune relation entre eux — dans les villes, ils ne se connaissent même pas — il est bien facile pour les fabricants et les intermédiaires de pratiquer ce que j'appellerai le chantage au travail.

« A l'Exposition provincial du travail à domicile d'Anvers, en 1913, les organisateurs eurent l'occasion de recevoir la visite d'un patron fabricant de lingerie. Il leur montra deux dépêches, l'une émanant d'un client lui demandant s'il pouvait livrer 6,000 chemises d'hommes à 75 centimes, l'autre celle d'un fournisseur lui disant qu'il pouvait accepter la commande de 6,000 chemises à 74 centimes pièce. Voici les commentaires que ce fabricant ajouta aux deux dépêches :

« La maison qui me commande ces chemises passe des ordres d'autres

» articles. Si je refuse cet ordre-ci, je cours le risque de perdre le
» client.

» Je ne puis fabriquer cette chemise qu'à raison de 85 centimes, prix
» de revient net. Pour accepter de faire la livraison sans perte, je devrais
» diminuer le prix de la main-d'œuvre de 10 centimes par chemise. Cela
» m'est totalement impossible parce que ce serait inhumain et que le salaire
» ainsi réduit serait un salaire de famine que je me refuse de payer à mes
» ouvrières. Pour ne pas perdre l'ordre j'ai donc posé la question à un
» autre fabricant. Celui-ci me fournira les chemises à 74 centimes.
» Comment va-t-il s'y prendre? Je ne sais.

» S'il n'était pas permis de descendre sous un prix déterminé, si la loi
» instituait une base de salaire au-dessous duquel il serait interdit de
» descendre, tous les patrons seraient au moins devant un élément loyal
» de concurrence et j'aurais pu répondre à mon client par un refus,
» sachant bien que personne n'aurait pu accepter les conditions qu'il
» voulait m'imposer.

» Avec le système actuel de concurrence à outrance, non seulement j'ai
» pu fournir, mais j'ai gagné 240 francs sur la fourniture des 6,000 che-
» mises, mais au prix de quelles misères ! »

* * *

L'économiste allemand M. Wilbrand va jusqu'à affirmer, dit M. Verhaegen, que l'impossibilité où sont les ouvriers de se coaliser est pour l'entrepreneur le principal mérite du travail à domicile.

Il faut aussi tenir compte que le travail dispersé compte une forte proposition de femmes, des veuves souvent, d'enfants, de vieillards et d'infirmes dont la faiblesse de résistance est facilement compréhensible.

En Belgique, même en y comprenant le travail des métaux où les femmes sont encore l'exception, les ouvrières représentent 64 % du nombre total des salariés du travail à domicile. Tandis que le nombre d'hommes, âgés de plus de 50 ans, dans les fabriques et ateliers n'est que de 12.75 %, il est de 22.88 % dans l'industrie à domicile.

Cette concurrence entre ces vaincus de la vie a quelque chose d'émouvant et de tragique. « Cette lutte redoutable et sourde entre affamés qui s'ignorent est peut-être l'aspect le plus navrant du travail à domicile, » écrit M. Pierre Verhaegen. « C'est, dit encore M. Boyaval, le ressort intime, la cause qui conditionne toutes les autres. »

Cela se comprend aisément. Le patron, dans certaines industries à domicile, ne fournit pas même la matière première. Dans ces cas, exceptionnels peut-être, mais cas qui existent, le seul facteur du prix de revient qui soit compressible, c'est le prix de la main-d'œuvre.

D'autre part, lorsqu'un intermédiaire prend en ville la commande pour un village lointain, l'entrepreneur, le directeur du grand magasin ne connaît pas même ses ouvrières et ses ouvriers. Dans ces circonstances, on comprend mieux, la concurrence aidant, que le fabricant s'occupe peu des conditions de travail de ceux qui peinent pour lui. La présente loi, a pour but de le rappeler à d'autres sentiments en le mettant en contact plus direct par les livrets et les comités de salaire avec ceux qu'il occupe, avec ses collaborateurs. Les patrons consciencieux se rendent très bien compte de cette situation. M. Antoine Carlier, fabricant de dentelles à Bruxelles, écrivait dans un rapport au Congrès International du Travail à domicile : « les fabricants ne peuvent se faire eux-mêmes » policiers pour aller, au fin fond » des campagnes, à la recherche des ouvrières ainsi exploitées dont l'adresse leur est d'ailleurs soigneusement tenue cachée. Même, en matière commerciale, le temps de l'obscurantisme semble passé.

» Quand une ouvrière est exploitée, il faut qu'elle le sache ou tout au moins, qu'elle puisse s'en rendre compte ».

* *

Le plus clair résultat de toutes les observations faites sur les causes et les conséquences du travail à domicile, système arriéré de production, se trouve résumé dans les lignes suivantes de M. Charles Poisson, professeur à la faculté d'Angers, membre des OEuvres sociales catholiques : « Quand on va » au fond des choses, toutes les causes peuvent se ramener à une seule, la » concurrence, concurrence entre patrons, concurrence entre travailleurs ».

En Angleterre on a flétri l'industrie à domicile du mot *Sweating-System*, « système de la sueur ». En France, M. Charles Benoit, parlant de la compressibilité des salaires des ouvriers en chambre a stigmatisé le travail à domicile en l'appelant « le système de la vis sans fin ».

D'une enquête faite par l'abbé Meny, il résulte qu'en France, les ouvrières dans la lingerie gagnent à peine 1 franc par jour.

M^{lle} Schirmacher constatait qu'il y a en France 829,057 ouvrières qui font une dépense considérable de force « et, disait-elle, la plupart de ces femmes, les ouvrières de septante-neuf départements sur quatre-vingt-sept, les ouvrières de dix-sept industries sur dix-huit n'arrivent que très difficilement à équilibrer leur budget ».

Se basant sur l'enquête officielle du Gouvernement belge et sur les recherches faites en vue de l'exposition du travail à domicile de Bruxelles en 1910 et sur l'exposition récemment organisée par la Ligue sociale d'acheteurs d'Auvers, à Anvers en 1913, M. Verhaegen, disait : « En Bel-

gique, pour un nombre très considérable de nos travailleurs en chambre, le salaire n'atteint pas 10 centimes par heure ⁽¹⁾.

Voici le tableau des salaires relevés pour l'enquête de l'Exposition d'Anvers par M. Verhaegen; or, il est à remarquer que les dentellières de Turnhout sont celles qui font le travail le plus fin de Belgique et sont aussi celles qui gagnent les plus gros salaires :

Salaires par heure.

1 à	4 centimes.
1 à	4 $\frac{1}{2}$ »
5 à	5 »
5 à	5 $\frac{1}{2}$ »
6 à	6 »
7 à	7 »
8 à	8 »
8 à	8 $\frac{1}{2}$ »
9 à	9 »
10 à	10 »
11 à	11 »
12 à	12 »
13 à	13 »
14 à	14 »
15 à	15 »
15 à	15 $\frac{1}{2}$ »
16 à	16 »
16 à	16 $\frac{1}{2}$ »
17 à	17 »
17 à	17 $\frac{1}{2}$ »
18 à	18 »
19 à	19 »
20 à	20 »
21 à	21 »
22 à	22 »
23 à	23 »

Sur 64 échantillons exposés, il y en avait donc 53 de moins de 20 centimes par heure et 11 de 20 à 25 centimes par heure, 53 gagnent dans ce métier de luxe moins de 2 francs par jour pour dix heures de travail.

Dans le livre publié en 1912, *Sur la dentelle belge*, et qui est la mise à jour de la première étude faite sur cette industrie, le Ministère du Travail dit, par l'organe de M. Verhaegen, page 216 :

Les salaires les plus habituellement atteints en ce moment se rapprochent des chiffres suivants :

Nombre d'heures de travail.	Dentelles fabriquées.	Salaire.
12 à 15 heures.	Valenciennes, torchon, guipure ordinaire, Chantilly, blonde	0.70 à 0.90
Id.	Malines, point de Lille, point de Paris	0.75 à 1.00
Id.	Guipure de Flandre, Binche, point de Flandre	1.00 à 1.20
Id.	Duchesse, dentelle de Broges	1.00 à 1.35
Id.	Application de Bruxelles aux fuseaux	0.90 à 1.30
Id.	Point d'Angleterre	1.25
Id.	Point gaze, application à l'aiguille, point de Venise	1.00 à 1.45

Pareille estimation est approximative : elle ne tient pas compte des jours de plus ou de moins de 12 à 13 heures; elle ne s'applique pas aux salaires les plus élevés et aux plus bas : elle ne tient surtout pas compte de certains éléments dépendant de la main-d'œuvre. Ces éléments sont d'ordres divers.

Ces constatations n'ont jamais été sérieusement contestées. Les quelques catégories de patrons qui ont mis en doute les chiffres donnés forment une très rare exception et souvent ils ont dû reconnaître la véracité des chiffres et des faits avancés.

Doit-on s'étonner qu'avec des salaires aussi réduits les journées de travail se prolongent jusque bien tard dans la nuit, que les règles élémentaires de l'hygiène soient constamment violées?

Doit-on s'étonner de voir s'étioler et mourir toute une jeunesse qui devrait être l'espoir de la nation?

Doit-on s'étonner que tant de jeunes filles du peuple soient entraînées dans la prostitution?

Quand on songe que non seulement les salaires infimes découragent les plus vaillantes, mais que la plupart des industries importantes du travail à domicile sont saisonnières, que les commandes arrivent toutes à la dernière minute et toutes ensemble, et que leur « finition » exige des moments de surmenage intense dans la période de presse, et que ces surmenages déprimants sont suivis de périodes d'un chômage démoralisant, on reste étonné de voir qu'autant de jeunes filles pauvres résistent encore!

Le R. P. Vaughan à la *Vigilance Association de Londres*, reconnaissait que les demoiselles sont souvent forcées de suppléer à leur faible salaire par des moyens inavouables.

Les patrons feraient mieux, ajoutait-il, de les rémunérer plus libéralement, quitte à laisser des legs moins considérables aux institutions charitables.

*
* * *

Plus on examine le problème, plus on s'aperçoit de la nécessité d'intervenir en augmentant le salaire.

Certains avaient cru que le transport de la force motrice à domicile par l'électricité relèverait la condition des ouvriers de la production décentralisée.

M. l'abbé George Mény, docteur en droit, s'est livré à une enquête minutieuse et à une étude approfondie de la question. Il conclut comme ceci : « Non seulement le moteur mécanique n'a relevé les salaires du *Heimarbeit*, mais dans certains cas, comme le fait a été constaté déjà lors de l'instruction de la machine à coudre, le moteur a réduit le salaire du travail effectué à la main. »

« Il est donc acquis, ajoute l'auteur, et c'est sur ce point la conclusion d'une longue étude que nous venons de publier, que ni le progrès mécanique, ni l'initiative privée, ni l'organisation professionnelle ne peuvent améliorer le sort de 1,200,000 malheureux qui, en France, meurent chaque jour un peu des maux du travail à domicile. »

« Dans ces conditions, que reste-t-il à faire? demande Raoul Jay dans son ouvrage sur « la protection légale des travailleurs ». »

« Il n'y a rien à faire, répond l'éminent professeur, sinon que dans les professions où sévit le *sweating-system*, la loi organise elle-même le contrat collectif du travail ou plus exactement remplace le contrat collectif libre

qu'on attendrait vainement de l'initiative des parties par une sorte de contrat collectif obligatoire formé, sous la surveillance et avec l'appui des pouvoirs publics, par des commissions mixtes départagées par un arbitre que désignerait les pouvoirs publics à défaut d'entente entre les patrons et les ouvriers. »

« La fixation d'un minimum légal de salaire par des comités mixtes, c'est la situation que préconise aujourd'hui la grande majorité de ceux qui ont étudié de près le problème du *sweating-system*. Telle est bien l'idée fondamentale des projets français, dit M. Poisson et tout particulièrement celui de M. le comte Albert de Mun. »

Telle est bien l'idée, ajouterons-nous, de la proposition de loi de MM. Camille Huysmans et consorts.

On sait d'ailleurs que le projet qui nous occupe s'inspire d'un avant-projet élaboré par un comité belge d'hommes appartenant à tous les partis et qui a été adopté dans ses grandes lignes par le Congrès international du travail à domicile, tenu à Zurich en 1912.

L'avant-projet belge et celui sorti des délibérations de Zurich s'inspirent du projet français et des lois australiennes, américaines et anglaises.

Pour l'établissement du minimum de salaire, c'est surtout les grandes lignes du projet de M. le comte de Mun que les auteurs ont adoptées.

La mission des comités de salaires.

Comment établira-t-on le minimum de salaire pour les ouvriers à domicile? Comment fonctionneront les comités de salaires?

Il faut d'abord bien se pénétrer de cette idée que la législation ne fixe pas de taux des salaires. La fixation des tarifs de main-d'œuvre par une loi, dans l'état actuel des choses surtout, apparaît encore aux yeux de certains comme une impossibilité.

Des Manchestériens ne la croient pas désirable. En tous cas, tenant compte des contingences sociales actuelles, désirables ou non, il ne faut pas y songer. Dans les conjonctures économiques du moment, il faut trouver une solution plus tempérée et plus souple. C'est ce que fait la proposition de loi.

Le législateur pose un principe, dit M. Poisson, fixe des sanctions et laisse à des professionnels le soin d'en faire l'application.

Et pour reprendre le mot de M. Duthoit ⁽¹⁾, nous dirons au sujet du minimum de salaire que nous préconisons pour l'instant en faveur des travailleurs à domicile : « L'État légifère et ne régleme pas. »

En effet, la proposition de nos collègues C. Huysmans, Destrée, Rens, Daens, Dr Delbecke, Dr Vandeperre, institue des comités de salaire composés en partie d'employeurs, en partie d'ouvriers et éventuellement de délé-

(1) Voir *L'Organisation professionnelle*, cité par M. Poisson.

gués du Gouvernement pour fixer le tarif de la main-d'œuvre dans les industries réglementées. La réglementation appartient à ces comités et non à la loi. La composition des comités de salaire donne donc toute garantie et s'inspire du système de recrutement du Conseil de l'Industrie et du Travail, préconisé, dès 1886, par M. Frère-Orban lui-même.

En ce qui concerne l'établissement de l'échelle des tarifs de main-d'œuvre, la proposition pose deux principes que les intéressés appliqueront en tenant compte des circonstances.

Tout d'abord les comités compétents se mettront d'accord sur le salaire minimum que doit gagner par heure, un ouvrier de capacité moyenne. Il est évident que l'établissement de ce que j'appellerai « l'étalon de vie », ou pour employer l'expression plus française « du minimum vital », devra tenir compte comme le demande M. Verhaegen, d'une journée normale de dix heures. Sans cela le remède que nous préconisons pour arrêter le fonctionnement du système de la vis sans fin ne donnerait que des résultats relatifs.

Préalablement à tout autre travail, le comité de salaire traduira donc en francs et centimes, le minimum vital qu'il entend, vu les circonstances locales et professionnelles, garantir aux travailleurs intéressés.

Une fois l'entente faite sur ce point, il faudra fixer le tarif de chaque article ou de chaque opération de façon à permettre à un ouvrier de valeur professionnelle moyenne, d'atteindre sûrement le minimum à l'heure arrêté au début des délibérations du Comité. Ceux qui ont vu de près le travail manuel savent qu'en opérant comme nous venons de l'indiquer les difficultés sont plus apparentes que réelles. La députation permanente de Liège ayant à fixer, en 1897, un minimum de salaire pour les différentes opérations de la taille des pierres utilisées dans les travaux provinciaux n'a pas eu grande peine à établir le tarif, mais elle eut soin de prendre l'avis des patrons, des contremaîtres et des ouvriers ; grâce à cette manière de procéder et à la volonté formelle d'aboutir, les difficultés furent facilement vaincues. Le travail à domicile est, de son essence même, une tâche qui s'exécute à la pièce. Le tarif fixé sera donc plus aisé à faire respecter que celui de la taille des pierres qui est bien du travail à façon, mais qui offre plus d'aléas.

Le fait que le travail à la pièce est ici la règle devrait aussi faire tomber les dernières préventions qui subsistent encore contre le minimum de salaire. Ces hésitations ont été manifestées par un membre de la Commission qui voyait, dans le minimum de salaire, quelque chose comme une atteinte à la liberté des contrats et aussi à la liberté théorique du travail. La liberté de l'ouvrier d'élite n'est nullement entravée non seulement parce qu'il ouvre à la pièce mais encore et surtout parce que le tarif fixé n'est qu'un minimum basé sur l'ouvrier de capacité moyenne et que l'on peut dépasser.

Seulement, l'établissement de ce minimum en relevant le niveau de vie de la grande généralité des travailleurs et en leur accordant le secours de la loi en vue de la conclusion du contrat de travail, apportera un peu d'indé-

pendance et de liberté à où il n'y avait, en fait, qu'asservissement, oppression, exploitation et dénuement.

*
* *

La seconde disposition que la loi donne comme une indication, dont devront s'inspirer les comités chargés d'établir le minimum de salaire, est de tenir compte du gain que réalisent dans une région déterminée les ouvriers de la même profession mais travaillant à l'usine, à l'atelier ou à la fabrique et façonnant le même article.

On avait préconisé de prendre pour étalon le salaire des ouvriers non qualifiés de la région. Dans un article de la *Grande Revue*, M. Roger Picard trouve avec raison ce système peu satisfaisant, car, dit-il, « on semble considérer comme suffisante une rémunération qui reste toujours inférieure ». En prenant pour base le salaire moyen de l'usine, nous encourageons les entrepreneurs à l'organisation du travail en fabrique qui est bien supérieure au point de vue ouvrier et au point de vue social, au travail à domicile, forme attardée de la production.

A l'usine, à l'atelier, le travail à façon est plus rare. Cela s'explique par la plus grande facilité de contrôle et par la régularité de la production. En s'inspirant du salaire payé à l'usine, les comités de salaire feront donc œuvre sage et équitable.

Au Conseil supérieur du Travail de France, M. A. Groussier, député de la Seine précisait avec force la même pensée que celle que nous venons de développer.

« Lorsque le salaire, disait-il, est fixé non plus à la tâche, mais à la journée, il est un minimum qu'il est bien difficile de réduire encore. Qu'il s'agisse d'une femme à la journée, d'une ouvrière de l'aiguille qui travaille en journée, d'une ouvrière en atelier, il ne paraît pas possible qu'on lui offre un salaire journalier de 10 à 15 sous, quelle que soit la profession ou la localité; on peut proposer à une ouvrière un salaire bas, on ne peut pas lui offrir un qui soit absolument dérisoire. Si donc on veut chercher une base de comparaison, il faut prendre le prix payé à la journée. »

La psychologie, l'expérience donnent en tous points raison au député si averti qu'est M. Groussier.

Il s'agit donc pour reprendre, en intervertissant les termes l'expression de M. Berthod, rapporteur de la loi française, de traduire du travail au temps en travail aux pièces.

Tel sera souvent la mission des Comités de salaire. Et comme ces Comités seront composés de professionnels tant ouvriers que patrons, la difficulté ne sera pas grande.

*
* *

Il résulte de ce que nous venons de dire que le minimum de salaire sera

professionnel. Doit-il être régional ou national? La proposition indique qu'il sera à la fois professionnel et régional, mais la Commission d'appel sera nationale. Celle-ci pourra se constituer également comme Commission centrale de revision et dans un but de coordination, modifier les décisions des Comités de salaire. La Commission d'appel ne fixera donc pas les salaires nationalement et par profession. Elle se bornera à coordonner autant que possible les tarifs qui seront assurément fort différents les uns des autres, surtout au début. Il est certain que le minimum vital sera, sans discussion, fixé beaucoup plus haut dans les grandes villes du pays, surtout à Bruxelles et à Liège, que dans les villages reculés des Flandres où le salaire moyen est tombé si bas.

Ce n'est qu'à la longue et graduellement que les tarifs de main-d'œuvre se rapprochent d'une façon sensible. Il est certain que la Commission d'appel, revisant et coordonnant les prix de série, aidera puissamment à ce rapprochement.

Les tarifs établis par les comités de salaires resteront en vigueur pendant un terme de deux ans ; les ouvriers et les employeurs seront ainsi fixés à l'avance sur les salaires probables et sur les frais éventuels de main-d'œuvre.

Une certaine quiétude naîtra qui ne pourra que produire des offres heureuses sur la marche de l'industrie. « Il ne faudrait pas cependant que les corollaires du salaire légal minimum soit la suppression du droit syndical, qui dit minimum, dit au contraire droit pour l'ouvrier d'exiger et d'obtenir davantage ⁽¹⁾. »

Mais, lorsqu'il s'agit de travailleurs en chambre, cette affirmation n'est au fond qu'une pétition de principe, car dans la pratique une forte organisation professionnelle est un fait rare, rare pour les raisons que nous avons fait valoir déjà en signalant la faiblesse et la dispersion des travailleurs à domicile. La cohésion manque absolument entre eux. C'est même parce qu'il n'ont pas ou presque pas de pouvoir revendicateur que la situation est si malheureuse. C'est la raison principale qui justifie pour eux l'urgence d'une législation spéciale. Il est cependant à présumer que la nomination et le fonctionnement des comités de salaire ainsi que l'application des tarifs viendront retirer les ouvriers à domicile de leur engourdissement. L'idée de revendication naissant en eux, — le fait s'est présenté en Angleterre, — aura, espérons-le, pour conséquence de développer dans leur milieu le principe d'organisation professionnelle, et tout le monde s'en félicitera. C'est dans la même pensée que l'article 17 permet au Comité des salaires d'homologuer et d'étendre à tous les ouvriers de la profession les bénéfices des contrats collectifs qui auraient été conclus par des associations professionnelles et s'appliquant au moins au tiers des travailleurs similaires de la région concernée.

En augmentant le rôle des syndicats, la loi diminue en réalité sa mission ; au fur et à mesure où elle est moins nécessaire l'intervention légale fait place,

(1) *La Grande Revue*, 10 octobre 1910, Roger Picard.

en grande partie, à la puissance syndicale dans la détermination du salaire; pour être plus exact, on devrait dire que dans leur intervention les deux forces — syndicale et légale — finissent fatalement par s'équilibrer. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il est certain que l'établissement d'un minimum de salaire en atténuant l'âpreté de la lutte sociale ne peut que diminuer les causes de conflits.

Application et sanctions.

Les mesures d'application consistent dans l'obligation pour les patrons de tenir un registre de leurs ouvriers, des travaux confiés et des salaires payés et de délivrer à chaque ouvrier des bulletins de travail produisant les mentions du registre (voir l'article déjà cité de M. Picard).

Ce livret devra contenir le texte de la loi et des arrêtés royaux réglant la profession visée, ainsi que règlements d'atelier, prescriptions d'hygiène, etc.

Comme mesure complémentaire d'application, la proposition de loi comporte la publication ou l'affichage et le droit pour les unions professionnelles et pour tous les intéressés de signaler au comité de salaire, à l'inspection du travail, à toutes les autorités compétentes, les infractions à la loi et aux règlements. Des peines sont prévues par l'article 18 contre tout délit, contre toute infraction aux prescriptions légales.

Pour faciliter, plutôt pour assurer le contrôle, il est nécessaire que chaque ouvrier soit mis en possession le jour de paie d'un bulletin de travail. De là la nécessité de remettre à chaque travailleur à domicile un livret de salaire et de procéder à ce qu'on a assez improprement appelé « l'enregistrement des ouvriers ».

Par l'enregistrement un membre de la Commission craignait même de voir ainsi rétablir une espèce de jurande exclusiviste au profit d'une catégorie de citoyens.

Il y a cependant une différence essentielle entre la jurande exclusiviste du moyen âge et le fait, banal en soi, de prendre un livret de salaire. La jurande, la corporation accepte ou refuse celui qui veut travailler, tantis qu'ici l'employeur remet du travail à qui bon-lui semble à celui qui lui en demande et l'inscrit tout simplement au registre *ad hoc*.

Quant à l'administration communale, son rôle consiste à enregistrer le nom de l'intéressé, à lui remettre sur sa demande un livret et de faire l'inspection du local où travaille l'ouvrier. Elle ne peut lui refuser le carnet de salaire. C'est donc tout le contraire de l'exclusivisme pratiqué par les anciennes corporations que la Révolution française a dissoutes.

Le carnet de salaire est aussi délivré à l'ouvrier pour lui permettre de démontrer que le local, dans lequel il travaille, réunit les conditions d'hygiène requises; c'est donc une garantie pour le patron autant qu'une recommandation pour l'ouvrier.

Le carnet de salaire est, dit-on, le rétablissement du livret ouvrier obli-

gatoire que la loi du 10 juillet 1883 a rendu facultatif. Nouvelle erreur. Dans l'intérêt même de la famille un carnet de salaire devrait être déposé dans tous les foyers. Il permettrait au père et à la mère de mieux se rendre compte de leurs ressources annuelles et de régler leurs dépenses en conséquence. Le carnet de salaire ne contient aucune mention désavantageuse à l'ouvrier. Il n'est utilisé que dans l'intérêt de l'ouvrier pour le contrôle établi par la loi. Il n'est pas comme le livret d'avant 1883 une occasion pour les patrons de dresser des listes noires. Le carnet de salaire est absolument indépendant du livret d'ouvrier, que la loi de 1883 laisse d'ailleurs perdurer puisqu'il est facultatif. Dans l'exploitation des mines le livret est resté en usage malgré la loi de 1886, sauf à respecter certaines règles. D'ailleurs, la loi sur les accidents du travail fait que, déjà aujourd'hui, les ouvriers prévoyants de l'industrie en fabrique et en atelier inscrivent à chaque paie le salaire qu'ils ont touché et qui doit servir de base pour fixer l'indemnité forfaitaire.

Avec les nouvelles lois d'assurances n'y aura-t-il pas encore des livrets individuels d'ouvriers en vue de la maladie, de l'invalidité et de la pension ?

L'article 10 de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants institue le carnet de travail dans des formes à peu près identiques à celles qui sont inscrites dans le présent projet de loi. L'idée est donc déjà réalisée.

Quant à l'enregistrement, il ne pourra qu'aider les administrations communales chargées de dresser la liste des électeurs au Conseil de l'industrie et du travail et au Conseil des prud'hommes. Et vraiment ce n'est point les collègues échevinaux qui s'en plaindront ! Donc, il ne s'agit pas « d'enrégimenter » les ouvriers, comme il a été dit à la Commission spéciale ni de rétablir l'ancien livret. Les dispositions relatives aux livrets ne sont que des banales mesures d'application ; elles ne doivent effrayer personne. Elles sont indispensables au bon fonctionnement de la loi et ne heurtent en rien l'esprit moderne.

*
* * *

En conclusion, nous dirons que si nos collègues veulent bien examiner à fond la proposition de loi de MM. Camille Huysmans, Destrée, Rens, Daens, Delbecke, Vandeperre, nous espérons que la Chambre fera, comme la Commission spéciale, bon accueil aux mesures proposées pour relever la situation des travailleurs à domicile. Ici il n'y a pas à redouter la concurrence étrangère, car dans tous les pays la question est partiellement résolue ou des projets sérieux sont à l'étude.

Ce n'est pas à une œuvre de parti que nous engageons nos collègues à collaborer. C'est à une œuvre simplement humanitaire, à une œuvre de justice, à une œuvre de santé, à l'œuvre de relèvement matériel et moral de 120,000 travailleurs belges. L'avenir de la race elle-même est en cause. C'est au plus pauvre d'entre les pauvres que nous demandons au Parlement de tendre une main secourable et tutélaire.

Elaboré en dehors des partis constitués mais avec l'accord d'hommes éminents appartenant à tous les partis, ce projet a rencontré l'assentiment de femmes et d'hommes d'œuvres, de professeurs, de savants, de sociologues, de patrons, d'ouvriers, de prêtres et de laïcs, de wallons et de flamands, de catholiques, de libéraux et de socialistes.

En adoptant une proposition qui se présente sous d'aussi heureux auspices, la Chambre fera donc œuvre nationale dans toute la force du terme. C'est un honneur qu'elle ne laissera pas échapper.

Le Rapporteur,

LÉON TROCLET.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 APRIL 1914.

Wetsvoorstel tot regeling van de huisnijverheid (bezoldigde huisarbeid) ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **TROCLET**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel tot regeling van de werkvoorwaarden voor huisarbeiders en huisarbeidsters biedt ons de gelegenheid aan, te wijzen op een zonderling feit dat uiterst zeldzaam is in België : politieke mannen van alle partijen sluiten zich bij dat voorstel aan : het is immers onderteeekend door twee katholieke collega's, door een liberaal, door twee socialisten en door een christen democraat-daensist.

Dat zal niemand verwonderen die zich maar wil herinneren dat die zelfde eensgezindheid onder mannen van zeer verschillende zienswijze ontstaan is in al de landen waar het vraagstuk opgeworpen werd.

De belangstelling van het publiek in de studie van dat vraagstuk, die in België vooral bleek op het Internationaal Congres te Brussel, ingericht ter gelegenheid van de indrukwekkende tentoonstelling der huisnijverheid, die, naar het oordeel der bezoekers, het brandpunt was van de Internationale wereldtentoonstelling te Brussel, in 1910. Die tentoonstelling der huisnijverheid deed enkel de feiten uitkomen, aangestipt in het zoo grondig onderzoek, in druk gegeven door de Belgische Regeering, over den toestand en de werkvoorwaarden van hen die huisarbeid verrichten.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 125 (zittingsjaar 1912-1913).

⁽²⁾ De Commissie, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren PERSOONS, RAENDONCK, RENS, TIBBAUT, TROCLET en VAN MARCKE.

Dat onderzoek is eene merkwaardige studie betreffende twee en twintig nijverheidstakken, waarvan de uitslagen werden opgenomen in tien belangrijke boekdeelen.

De tentoonstelling van de huisnijverheid kon enkel lukken door de verstandhouding tusschen mannen met zeer verschillende strekkingen. Bij den aanvang van dit Verslag kan ik niet beter doen, mijne heeren, na hulde te hebben gebracht aan hen die deze strooming ten voordeele van de huisarbeiders verwekten, dan de volgende woorden aan te halen van D^r Barnich, bestuurder der *Revue de la mutualité et des œuvres sociales*, getrokken uit zijn welkomgroet tot de Congresleden, uit alle landen der wereld naar Brussel toegestroomd om dat gewichtig vraagstuk te bestudeeren :

« Den lof der uitgenoodigden uit te spreken is eene vrij lastige taak »
 » geworden sedert den dag waarop, bij de inhuldiging van die wonderbare »
 » tentoonstelling van de huisnijverheid, de heer burgemeester Max, voor- »
 » zitter van het Midden Comité, ons deed kennen wie in dit land de »
 » bevorderaars waren van die strooming ten voordeele van de huisarbei- »
 » ders : een verwoede roode petroleur, een eerwaarde Pater met eene »
 » vreeselijke clericale monnikspij, en een burgemeester, die zelf een »
 » afschuwelijke doctrinair is. »

Dit eigenaardig gezegde bewijst beter dan ellenlange redevoeringen dat alle partijen wenschen de zaak doelmatig en spoedig op te lossen.

Dat mannen als Camiel Huysmans, de E. P. Rutten en de heer Max een jaar lang hun zoo grondig verschil van meening, over menig gewichtig vraagstuk, hebben kunnen onderdrukken om te samen een zoo lastig werk voor te bereiden en tot een goed einde te brengen, bewijst wel dat het doel hunner samenwerking der moeite waard was. Wij hopen op dezelfde overeenstemming in het Belgisch Parlement, om den nood te verhelpen door het onderzoek der Regeering en de tentoonstelling van de huisnijverheid aan den dag gebracht.

Vóór die tentoonstelling hadden sociologen als Guillaume De Greef, en mannen die zich met volkswerken bezig houden zooals de heer Pierre Verhaegen, dagbladschrijvers als August Dewinne, vakmannen en officieele onderzoekers als de heeren Maurice Ansiaux, Charles Génart, Ernest Dubois, Gillès de Pelichy, Georges Beatse, Albert Thonnard, Léon Douchamps, Robert Vermont, Karel de Zutters en meer anderen, wier namen mij ontsnappen, in voordrachten, dagbladartikelen, de aandacht gevestigd op den ongelukkigen toestand van sommige soorten van huisarbeiders.

De tentoonstelling van de huisnijverheid te Brussel, stelselmatig ingericht en met overleg gerangschikt, was eene aanvulling van de studie door de Regeering zoo degelijk aangevangen, zonder dat één nijverheidstak was vergeten, en won de openbare zienswijze ten voordeele van de werkslaven van « den bezoldigde huisarbeid » ..

Het jammerlijk schouwspel van zooveel ellende, niettegenstaande zulken slavenarbeid, verwekte ontroering bij alle standen. Van alle kanten werd de

gedachte van eene afzonderlijke wet, ten voordeele van de armsten onder de ongelukkigen noodig geacht. 't Is om voldoening te schenken aan dien volkseisch en het lot van al de verspreide arbeiders ernstig te verbeteren, dat de heeren Camiel Huysmans en medeleden onderhavig wetsvoorstel hebben ingediend.

Wat is een huisarbeider ?

Op het eerste gezicht schijnt die vraag overbodig. Ongelukkiglijk leert de ondervinding dat er daarover bij velen nog verwarring heerscht. Er dient eene nauwkeurige bepaling aan gegeven te worden om in het debat alle dubbelzinnigheid te vermijden.

Bepalen wij dus nader wat een « huisarbeider » is. Er is hoegenaamd geen sprake van den kleinen patroon of van den ambachtsman die rechtstreeks voor zijne klanten werkt.

In de Toelichting van zijn eerste wetsvoorstel, schreef Camiel Huysmans reeds :

« Onder *huisarbeider* verstaan wij den « arbeider » of de arbeidster die » koopwaren voortbrengt in de verspreide fabriek.

» De *ambachtsman* is geen huisarbeider. Hij vervaardigt en verkoopt » zijne waar.

» De *huisvrouw* die voor eigen gebruik werkt is geen huisarbeidster.

» Derhalve mogen noch kleinnijverheid noch huiswerk worden verward » met de verspreide nijverheid. « In de Nederlandsche taal staan de » woorden *huisarbeid* en *huisnijverheid* duidelijk tegenover *huislijt* ».

Die bepaling strookt met die welke de vakmannen er aan steeds hebben gegeven.

« De onafhankelijke arbeider die thuis werkt is het niet dien wij beoogen, » zegde hoogleeraar V. Brants, voorzitter van het Internationaal Secretariaat voor huisnijverheid, maar de loontrekker die huisarbeid verricht voor » een ondernemer en niet voor klanten, die van hem een gedeelte krijgt » van zijne grondstoffen en van zijn gereedschap, en die op stuk werkt. »

En om de zaak nog duidelijker te maken, zeggen wij dat de wet maar van toepassing is op werklieden die aan huis een bepaald werk verrichten voor rekening van een hoofd van onderneming, kortom, op alwie op stuk werkt aan grondstoffen of aan maar gedeeltelijk afgewerkte producten, die hem worden toevertrouwd door een of meer werkgevers, fabrikanten, make-laars of verkoopers.

Bijvoorbeeld : Twee broeders zijn kleermaker. De oudste werkt rechtstreeks voor den klant-verbruiker, de jongste, integendeel, werkt te huis voor de groote winkels ; zijn werk wordt niet betaald door de klanten verbruikers, maar wel door den winkel die als tusschenpersoon dient. De wet is niet toepasselijk op den eerste, maar wel op den tweede.

Een schoenmaker neemt van bij zijnen patroon de benodigdheden mede naar huis en werkt op stuk : hij zal een werkloon trekken. Een gebuur bestelt hem hetzelfde paar schoenen : de schoenmaker koopt daartoe de benodigdheden. In beide gevallen dus, buiten den aankoop, heeft hij hetzelfde werk verricht. In het eerste geval nochtans handelt hij als huisarbeider en in het tweede geval als zelfstandig ambachtsman.

Een lid onzer Bijzondere Commissie die belast was met het onderzoek van dit wetsvoorstel, heeft breedvoerig aangedrongen op de moeilijkheid om het noodig onderscheid te maken tusschen een ambachtsman en een loontrekker.

Wij hebben dat punt hierboven duidelijk genoeg bepaald, maar voor hen die nog eenigszins zouden aarzelen, nemen wij nog de bepaling over, gegeven door sommige bevoegde schrijvers, en name-lijk de zoo volledige bepaling, door den heer Aimé Berthod zoo goed samengevat in zijn verslag over de Fransche wet op de regeling van het werkloon der huisarbeidsters-kleermaaksters :

» Zeggen wij eerst en vooral, met alwie over die zaak heeft
 » geschreven, dat de huisarheid, zooals wij hem hier moeten op-
 » vatten, niet de huisvljht is zooals die bestaat in de primitieve bescha-
 » ving, wanneer de indeeling van het werk nog niet tot stand is gekomen,
 » maar ieder gezin het meerendeel zijner benodigdheden voortbrengt, niet
 » voor den verkoop, maar voor eigen gebruik ; het is evenmin het onafhan-
 » kelijk werk van den minderen ambachtsman, die werkt om ter plaatse
 » zelf en zonder tusschenpersonen aan zijne bekende klanten de waren te
 » verkoopen, welke hij vervaardigd heeft met zijn eigen gereedschap. De
 » huisarheid waarvan wij hier de ellende te bestudeeren hebben is een der
 » uitzichten, iets van den « uasleep » zooals Karl Marx het heet, van de
 » nijverheid in 't groot of ten minste van den handel in 't groot. Men heeft
 » het de « verspreide fabriek » geheeten of ook nog « de bezoldigde
 » huisnijverheid » . »

» De huisnijverheid, zegt anderzijds de heer Pierre Verhaegen, heeft
 » uit het verleden maar één eigenaardigheid behouden, te weten dat het
 » werk in den « huiselijken kring » wordt verricht ; voor 't overige is die
 » huisarheid een vorm geworden van de moderne nijverheidsvoortbrenging.

» Een werkman die tot de « verspreide nijverheid » behoort levert te
 » huis gelijken arbeid als anderen in de fabriek. Hij is zoowel als de
 » fabriekwerker, « een schakel van de collectieve voortbrenging, » zooals
 » de heer Boyaval het terecht heet. »

Die uitleggingen en talrijke aanhalingen zijn voldoende, meenen wij, om met alle wenschelijke nauwgezetheid de volgende bepaling te doen vatten die voorkomt in artikel 1 van het wetsvoorstel der heeren Camiel Huysmans en medeleden : « *Als huisarbeiders worden beschouwd de werklieden die,*

althoewel behorende tot de verspreide of gedecentraliseerde nijverheid, arbeiden voor rekening van een werkgever, aan wien ze zijn verbonden door eene overeenkomst van werkverhuring. »

De tusschenpersonen gelijkgesteld met de patroons.

Hier ook is eene bepaling onontbeerlijk. Er dient immers te worden opgemerkt dat het woord *werkgever* in het wetsvoorstel nooit alleen den aannemer, den patroon en den onderaannemer bedoelt, maar ook den makelaar, den facteur, den tusschenpersoon.

De huidige inrichting van 't meerendeel der huisnijverheidstakken maakt die bepaling onmisbaar.

De tusschenpersonen, vooral in de kantnijverheid die in de verafgelegene dorpen wordt uitgeoefend, zijn een soort van meestergasten, die van huis tot huis gaan, de patronen afgeven, overeenkomen met de arbeidsters over den datum van het inleveren van 't werk, het afgedane werk komen afhalen, en den prijs van het werk bepalen. Doch in strijd met hetgeen met de andere meestergasten geschiedt, worden de makelaars hier betaald door het werkvolk en niet door den patroon.

Zeër dikwijls, overigens, weet de patroon niet welk werkloon aan de arbeidsters betaald wordt door den makelaar of tusschenpersoon. De patroon heeft den prijs van een afgesproken werk bepaald, en de makelaar handelt naar goeddunken met de arbeidster. 't Is eigenlijk de makelaar die voor de arbeidster de eenige patroon is.

De makelaars zijn dikwijls een der oorzaken van de verlaging der loonen. Ten gevolge van hunne buitensporige onderlinge mededinging, is het ten slotte op de voortbrengers dat de makelaars trachten « hunne schade in te halen ».

Bij elk onderzoek hebben de huisarbeiders hun beklag gemaakt over de tusschenpersonen.

Geplaatst tusschen den aannemer, die het werk bestelt, en den werkman, die het werk verricht, stellen de makelaars zich ermede niet tevreden het aandeel van den arbeid zooveel mogelijk te besnoeien, maar passen nog heel dikwijls het *truck-system* toe, door hunne slachtoffers niet in geld maar in waren te betalen. Al de arbeidsopzieners erkennen dat, juist in de streken waar het meest huisarbeid wordt verricht, de wet van 1887 op het betalen van 't werkloon het moeilijkst wordt toegepast en de misbruiken het moeilijkst te ontdekken zijn.

De werklieden, die meestal niet verder denken dan de feiten die zij voor oogen zien, hebben lang gemeend dat de tusschenpersonen alleen er schuld aan hadden dat hun werkloon werd verlaagd.

In Frankrijk werden de makelaars verachtelijke « schacheraars » geheeten, terwijl de Luikerwerklieden uit het kanton Dalhem in hunne zoo

pittige en zoo schilderachtige taal, hen misprijzend « recoupeurs » of besnoeiers heetten, die het werkloon der arme lieden besnoeien.

Oppervlakkige onderzoekers beeldden zich zelfs in, heel te goeder trouw, dat al de schuld te wijten was aan de makelaars. De arbeiders en al degenen die de zaak wat grondiger hebben bestudeerd, zijn thans daarover eenigszins van meening veranderd. Zij weten dat de groote winkels, de fabrikanten ook een groot en wellicht het grootste aandeel hebben in de verantwoordelijkheid, vermits zij het zijn die het meest baat trekken uit den huisarbeid. Niettemin is het waar dat de tusschenpersonen op verre na niet onschuldig zijn en dat men, om zeker te zijn dat het minimum werkloon, dat dient ingevoerd, zal worden geëerbiedigd, de gezamenlijke en solidaire verantwoordelijkheid moet invoeren, vermits er dikwijls solidaire uitbuiting bestaat.

Er kan overigens niet aan gedacht worden de tusschenpersonen zoo maar binnen kort te zien verdwijnen, want naarmate de huisbedrijven naar de verder afgelegene gemeenten de wijk zullen nemen en alleen de fabricatie in 't groot in eenige groote steden zal geconcentreerd worden, zullen de makelaars nog veel redenen van bestaan hebben.

Alleen de inrichting van de huisarbeiders in samenwerkende maatschappijen, voor het opzoeken en het uitdeelen van thuiswerk, zou de makelaars kunnen vervangen. Daar valt echter niet aan te denken! De zeldzame pogingen, op dat gebied aangewend, hielden geen steek. Voor al wat ik weet, zijn de hemdenmaaksters van Vivegnis-Luik in 1898 er in geslaagd een jaar lang zonder tusschenpersonen te werken. Wij hebben in België nooit andere pogingen gekend.

In Frankrijk zijn er eenige liefdadige werken met heel engen werkkring ontstaan, alsmede eene heel belangwekkende coöperatief, gesticht en bestuurd door Mevr. Duchêne; maar verder bestaat er nagenoeg niets.

't Is dus op de wet dat men moet rekenen. En vermits de tusschenpersonen bestaan, moeten wij wel rekening met hen houden; zoo wij hen echter hoofdelijk met de fabrikanten aansprakelijk maken, mogen wij hopen de misbruiken te zien ophouden.

Het toepassingsgebied van de wet.

Om het toepassingsgebied der wet beter af te bakenen, hebben de onderteekenaars van het wetsvoorstel eene lijst opgegeven van boven de tachtig onderscheidene beroepen die moeten onderworpen zijn aan het nieuwe stelsel, door de wet te huldigen.

Onze collega's zullen voorzeker hebben opgemerkt dat de omstandige opsomming der in de wet bedoelde ambachten zeer verre is gedreven. Op die wijze kan men heel goed de beteekenis der wet bescffen. Die opsomming kan ook sommige moeilijkheden van toepassing doen vermijden. Voor de bedrijven vermeld in den tekst van artikel 2, is er geen twijfel

noch betwisting mogelijk : de werklieden van die ambachten, indien zij huisarbeid verrichten onder de door ons hierboven bepaalde voorwaarden, moeten de voordeelen der wet genieten.

Die opsomming is echter niet beperkend; zij beteekent niet dat andere werklieden, tot andere ambachten behorende, en hun arbeid thuis verrichtend onder dezelfde voorwaarden als de werklieden der in artikel 2 vermelde nijverheidstakken, bepaald uitgesloten zijn van 't voordeel der bescherming door de wet. Het wetsvoorstel geeft enkel eene lijst op, ten einde waarborgen te verstrekken aan hen die eene overdreven uitbreiding van de wet zouden vreezen. Die lijst dient enkel tot voorbeeld, maar het wordt goed verstaan dat de bedrijven, in artikel 2 niet vermeld, aan de lijst kunnen toegevoegd worden bij koninklijk besluit. Die macht, aan de Regeering toegekend, kan ook nog in andere gevallen noodig zijn : moest er een nieuwe nijverheidstak ontstaan, of ook nog, indien eene fabricatie, thans ter fabriek verricht, derwijze zou veranderen dat die fabricatie vervolgens als huisarbeid zou worden verricht, dan is het onbetwistbaar dat, in dergelijke omstandigheden, de Regeering het recht en den plicht zou hebben aan den werkring der wet de noodige uitbreiding te geven.

Noodzakelijkheid van de gezondheidsmaatregelen.

Het voorstel - C. Huysmans c. s. streeft hoofdzakelijk een dubbel doel na : ten eerste, te waken op de gezondheid der huisarbeiders; ten tweede, den stoffelijken toestand der werklieden van de verspreide bedrijven te verbeteren door middel van het invoeren van een minimum-loon.

Laten wij vooreerst de gezondheidsmaatregelen onderzoeken. Het eerste bezwaar dat de huisarbeid oplevert, is dat hij in vele gevallen de plaatsruimte, voor het familieleven voorbehouden, beperkt. In het klee- en handschoenmakersbedrijf, in de linnen- kant- en tabaksnijverheid, ook wel in andere bedrijven, werken arbeider of arbeidster hetzij in de keuken, hetzij in de slaapkamer. Zoo men bedenkt dat dit de twee eenige woonvertrekken zijn, waarover de drie vierden der werklieden beschikken, ziet men onmiddellijk in, welke voor de gezondheid nadeelige gevolgen dit stelsel kan medesleepen. Lucht en soms licht ontbreken, en de woonvertrekken zijn in zulke mate met gerief belemmerd, dat de geregelde kuisch en de dagelijksche schoonmaak — ondersteld dat de moeder er den tijd toe hebbe — vaak een onmogelijk iets worden. Het schoonmaken legt het werk van den man stil, en veroorzaakt dus tijd- en geldverlies; door de ellende en door de bestellingen van den patroon aangedreven, kuischt men dus weinig of niet. Doch, wordt deze onreinheid, aan den huisarbeid eigen, nog verergerd door het vergiftigde stof dat opstijgt uit het gebruikte materiaal, door de walgingwekkende geuren en de doodelijke kiemen die voortkomen uit sommige toebereidselen, dan mag men zeggen dat, in

zulk geval, de huisarbeid doodelijker is dan de oorlog zelf. In sommige bedrijven is de toestand erger dan men zich kan inbeelden.

Dat was het, wat Pater Rutton op het Internationaal Congres van den huisarbeid, te Brussel, in 1910, deed zeggen :

« Wat wij gisteren hebben gezien, laat het dan nog eene uitzondering zijn, is eene oneer en eene schande, die te lang hebben geduurd. »

Deze wrekende woorden werden door de Congresleden geestdriftig toegejuicht, omdat daags te voren eene afgevaardigde groep van Congressisten, tot alle natiën en tot alle partijen behorende, de krotten der haarsnijders te Zele had bezocht.

De Congressisten waren vergezeld van katholieke, liberale en socialistische dagbladschrijvers ; ziehier enkele uittreksels van beteekenis uit hun reisverhaal :

Uit Le Patriote :

« De indruk dien meestal de Congressisten van deze reis hebben meegebracht, is waarlijk droevig.

» Te Zele heeft men ons vooral haarsnijders aangetoond. Men werkt er » gezamenlijk in familie — de moeder en de kleine kinderen — in stinkende krochten onder de lage vliering, in oude varkenskoten, enz. » Haar, dierlijke stofdeeltjes vliegen ten allen kant, dringen in den mond » der werkers die met automatisch gebaar de huiden afkrabben met een mes.

» De familiën zijn zeer talrijk : dertien tot vijftien kinderen.

» De slaping is over het algemeen zeer gebrekkig ; in een dezer hutten » zagen wij een bed waarin zeven kinderen moesten slapen. In een ander » huis kwam onlangs een kind ter wereld in eene kamer waar zich vier » andere kinderen bevonden. De gemakken zijn vuil, zeer vuil. Het haar » dat binnenshuis overal rondvliegt, valt op de meubelen, op het voedsel. » Nog zeer jong zijnde, beginnen de kinderen te werken. Het onderwijs is » nul of schier nul.

» In een huis bevonden wij dat er geen bed was : de kinderen sliepen op » den grond. »

Uit L'Étoile Belge :

» Overal zwoegen ongelukkige wezens, vrouwen, kinderen, grijsaards, » haarsnijders of -snijdsters van konijnenvellen, spinners of spinsters, jute- » wevers. De levensomstandigheden zijn hartverscheurend : er is gebrek » aan lucht en licht in deze woonvertrekken waar de atmosfeer, overladen » zijnde met stofdeeltjes van planten en van dieren, met stof van jute, met » haartjes fijn als spinnerag, gansch bedorven is ; waar benevens een » dierlijk en afzichtelijk samenwonen, onnoemelijke onreinheid en ellende » thuis hooren.

» En dat alles wordt verpest door walgingwekkende geuren, opstijgend
 » uit hoopen huiden die beginnen te rotten, uit gemakken en aalputten die
 » niet zelden slechts met een traliwerk zijn bedekt en waar legioenen
 » vliegen rondom gonzen. Het ware verschrikkelijk, moest de cholera in
 » deze vestingen der volksarmoede haren intrek nemen. Bestaat in deze
 » streek dan geene commissie voor gezondheidsregeling ? »

Uit *Le XX^e Siècle* :

» Hier vinden wij een eng kamervertrek waar eene arme vrouw aan het
 » jute-spinnen is ; rondom haar spinnewiel stijgt eene ware stofwolk op ;
 » in hetzelfde vertrek, op misschen twee meter afstand van de moeder,
 » doet een meisje van drie tot vier jaar oud, in regelmatig en eentonigen
 » gang eene wieg schommelen, waarin een kind van enkele maanden
 » slaapt.

» Elders zien wij eene kamer die bij dag tot keuken en eetplaats, bij
 » nacht tot slaapvertrek dient ; op den achtergrond verleent eene deur
 » ingang tot een hok dat, door een kapvenster, nauwelijks wordt verlicht.
 » Daar heeft een wever zich neergezet en werkt er onverdroten, vanaf de
 » morgenschemering tot het vallen van den nacht, in een bedorven niet
 » meer in te ademen lucht.

» Laten wij voortgaan. Ziehier iets wat eenvoudig hartverscheurend is.
 » In eene hut treffen wij meubelen noch beddegoed aan. Een schier naakt
 » kindje ligt op een soort handdoek op den vloer te slapen. Bij eene der dames
 » die ons vergezellen schieten de tranen in de oogen, en de handen grijpen
 » onwillekeurig naar de geldtasch...

» In een armoedig woonvertrek kwam voor enkele dagen een kindje ter
 » wereld... Vier kinderen bevonden zich daar nevens hunne moeder. Het
 » middel was spoedig gevonden : een doek werd met een touw omhoog
 » gehouden om eene afsluiting te vormen. »

Le Bien Public van Gent, evenals andere bladen stelden dezelfde feiten vast.

Le Peuple schreef :

« De congressisten zijn naar Zele en naar Hamme den smartelijken
 » boeteweg gaan doen, die vóór negen jaren door onzen gezet August
 » Dewinne werd gedaan. De aanwezige dagbladschrijvers konden enkel
 » de hartverscheurende bevindingen bevestigen, welke *Le Peuple* te dien
 » tijde liet verschijnen. »

Het zoo roerend boek *Door arm Vlaanderen*, van August Dewinne, toont ons de gevolgen aan van den huisarbeid in de twee provinciën van het land, waar hij het meest is verspreid. Te Zele had de schrijver een huisgezin ontmoet, waarvan de leden, binnen de waschweek, in vollen Winter, zonder beddelakens sliepen. Zij hadden er geene in voor-

raad! De vader van deze ongelukkige familie had nooit zijn geboortedorp verlaten ⁽¹⁾.

Bij het lezen van het reisverhaal van hen die Zele bezochten, wordt men met diepe treurnis bevangen, wanneer men bedenkt dat in het eerste nijverheidsland der wereld zulke jammerlijke toestanden in de XX^e eeuw kunnen bestaan.

« Berragan had het mij wel gezegd », zoo schreef August Dewinne, in 1902 : « Weenen zult gij, wanneer gij de wevers van Zele zult zien! »

Men erkent dat dergelijke toestand niet mag voortduren. Zeker passen deze beschrijvingen slechts op een uitzonderlijken toestand. Zele, zegde Antony Neuckens, de secretaris van het Internationaal Secretariaat voor huisnijverheid, « is de hel van Vlaanderen ». Het zij zoo; dat belet echter niet dat dergelijke toestand eene schande is voor de beschaving. En merkt wel op dat de huisarbeid schier dergelijke toestanden over gansch het land in het leven roept.

Zulke erge toestand vergt een radicaal redmiddel. Dat is de bedoeling van hen die dit voorstel indienden.

Voorgestelde gezondheidsmaatregelen.

Artikel 7 van het ontwerp laat aan de Regeering de zorg over, na uitgemaakt onderzoek, eene lijst der af te schaffen bedrijven op te maken.

Het ontwerp voorziet drie gevallen :

1^o Bedrijven die schadelijk zijn voor den werkman en voor den verbruiker ;

2^o Bedrijven die willekeurig worden uitgeoefend in daartoe niet geschikte lokalen ;

3^o Bedrijven voor dewelke het commodo en incommodo moet worden aangevraagd met het oog op het vrijwaren van de buurt.

(1) Tijdens de Tentoonstelling te Brussel had men aldaar eene weduwe van Zele aan den arbeid gezet. Zij had drie kinderen. Den dag dat zij met hare taak begon, hadden noch hare kinderen, noch zij, sedert twee dagen, gegeten. Daags te voren was haar tienjarige jongen naar huis gekomen met een handvol gestolen aardappelen. Zijne moeder had hem verplicht het gestolen voedsel terug te dragen naar de plaats waar hij het gebaald had.

Toen de werkgezellen de zaak vertelden aan den heer Antony Neuckens, die toegevoegd secretaris van deze tentoonstelling was, deed hij de vrouw bij zich roepen, gaf haar 10 frank als korting op haar loon en stuurde ze bij hare kinderen terug; de vrouw werd duizelig, niet van honger, vermits hare werkgezellen haar te eten hadden gegeven, maar bij het zicht van zooveel geld. Sedert den dood van haren man, had zij geen vijf frankstuk meer in haar bezit gehad, ondanks al de moeite die zij zich gaf en al het werk dat zij leverde.

Kan men tragischer geschiedenis vinden?

In een huisgezin, zegt de heer Neuckens, vonden wij twee bedden voor acht personen; de bedden waren van lakens noch dekens voorzien; de lieden sliepen gansch gekleed, en wanneer het des Winters al te koud was, kropen zij onder den stroozak die hun tot matras diende.

Voor het eerste geval voorziet het ontwerp, dat bij een reglement, door de Regeering op te maken, verboden wordt, aan de huisarbeiders te bewerken grondstoffen te leveren, waarvan de behandeling gevaar voor besmetting doet ontstaan; in dit opzicht wijst artikel 8 reeds van stonden aan op de bedrijven die de wet eerst en vooral moet afschaffen. Op deze lijst staan slechts vermeld de bedrijven waarvan de afschaffing wordt gevraagd door al de hygiënisten en sociologen.

Ziehier enkele bedrijven die ZEER GEVAARLIJK ZIJN VOOR DE ARBEIDERS :

A) *Het bewerken van de grondstoffen voor de hoedenmakerij.* — Het afkrabben en het openrijten van de huiden verwekt stof dat met kwik bezwangerd is en des te gevaarlijker, daar de gezondheidsmaatregelen niet worden in acht genomen wat betreft de luchtruimte, de verluchting, de lichaamsverzorging van de werklieden, en vooral omdat de behandeling van dat materieel zonder contrôle wordt gedaan door zeer jonge kinderen of minstens in dezer tegenwoordigheid en in de woonvertrekken waar zich kinderen van jeugdigen leeftijd bevinden.

B) *De jutespinnerij en -weverij.* — Zelfde gevaren uit hoofde van het verpestend stof dat gedurende de bewerking opstijgt.

Ziehier thans enkele bedrijven die GEVAARLIJK ZIJN VOOR DEN VERBRUIKER :

A) *De bedrijven betreffende de eetwaren.* — Men heeft bevonden dat het inpakken en het versieren van het suikergoed, bijvoorbeeld, geschiedde in lokalen die niet rein genoeg zijn voor het behandelen van stoffen die moeten dienen voor 's menschen voeding. De gevaren van vergiftiging zijn des te grooter daar de kinderen, die veel lekkernij eten, weinig weerstandsvermogen tegen de besmetting hebben.

Uit het onderzoek, te Brussel ingesteld, bleek dat personen, aangetast door longtering, beenderziekte, eczema, oordruiping, zich hadden bezighouden met het inpakken en het versieren van suikergoed.

In Zwitserland, onder meer, heeft men bevonden dat eene vrouw, lijdend aan kraamvrouwenkoorts, haar werk van suikergoed-versierster voortzette op haar ziekbed. In andere gevallen werd het suikergoed behandeld in eene kamer betrokken door een kind dat aan roodvonk leed : de moeder behandelde beurtelings haar zieke kind en genoemde eetwaren zonder de voorzorg te nemen zich telkens de handen te wasschen.

B) *De tabaksnijverheid.* — Men heeft waargenomen dat in dit bedrijf, waar de twee derden der werklieden door tuberculose zijn aangetast, sommige gebrekkige en ongezonde gebruiken bestaan, zooals het vastplakken der sigareneindjes door middel van meeldeeg met koffienat vermengd, het afbijten van het bladeinde met de tanden in de plaats van hetzelfde met een mes af te snijden, zooals voorgeschreven wordt in de werkhuizen waar het gemakkelijk is een voortdurend toezich te oefenen.

Nochtans hebben, voor het tabaksbedrijf, leden van de Commissie voorbehoud gemaakt wat betreft de volstrekte afschaffing van dien huisarbeid.

Zij zijn van oordeel dat eene regeling onontbeerlijk is, doch dat het, minstens vooralsnu, gevaarlijk zou wezen verder te gaan. Afgezien van dit voorbehoud, houdt de Commissie de aandacht gevestigd, vooral op het gevaar dat, uit hoofde van den huisarbeid, voor de verbruikers gelegen is in sommige bedrijven.

*
* *

In 1910 was het voornaamste huis voor de versiering van suikergoed te Brussel verbaasd, toen het bevond onder welke omstandigheden de versiering van het suikergebak ten huize werd verricht. Dat huis was daarmee volkomen onbekend.

Ook werden onverwijld maatregelen genomen. Die banketbakkerij schafte den huisarbeid af voor de inpaksters en de versiersters. Zij zette hare werkhuizen open voor hare arbeidsters en liet aan de huismoeders toe te komen en te gaan op het uur dat haar belieft, om goed haar huishouden te kunnen doen. Naar aanleiding van deze patriarchale inrichting is dus de huisarbeid in dit bedrijf schier afgeschaft, en wanneer de wet het verbod uitvaardigt, zal zij inderdaad slechts een voltrokken feit bekrachtigen.

Zeker is het, dat het werk in de bedrijven, bij artikel 8 van het ontwerp vermeld, wordt uitgevoerd onder omstandigheden die in alle opzichten afschuwelijk zijn.

De heer Berbloock, die August Dewinne op zijne onderzoeksreizen vergezelde, stelde te Zele aan een 52-jarigen wever deze vraag : « Hebt gij vele kinderen gehad ? »

« Mijne vrouw, antwoordde de wever, heeft haar één-en-twintigste onlangs ter wereld gebracht ; doch slechts vijf zijn er nog in 't leven. »

Één-en-twintig kinderen ! En zestien gestorven op één-en-twintig ! Moet men hier met Dr Barnich niet zeggen, dat de huisarbeid onder deze omstandigheden verricht « een werk is van ontaarding en vernieling » ?

Het is verboden zijnen evennaaste te dooden. Waarom zou het toegelaten zijn den dood toe te brengen door middel van ongezonden arbeid, die nauwelijks een stuk brood aan den arbeider bezorgt ?

Gelijkstelling met de gevaarlijke en hinderlijke inrichtingen.

Afgezien van deze radicale maatregelen, van toepassing op duidelijk afgeteekende toestanden, wordt bij het ons onderworpen voorstel eene schaal betreffende den gezondheidstoestand tot stand gebracht voor al de bedrijven van den huisarbeid, die binnen het kader van deze wet vallen.

Deze schaal der gezondheid zal jaarlijks worden opgemaakt per beroep. Het Ministerie van Arbeid zal al de wenschelijke inlichtingen inwinnen, namelijk het advies van de gemeentebesturen, van de provinciale geneeskundige Commissie en van den Hoogeren Raad voor volksgezondheid.

Deze schaal zal toelaten met zekerheid te onderscheiden welke bedrijven, zooals ze thans bestaan, moeten verdwijnen, en welke slechts in gezondheidsopzicht dienen geregeld te worden.

Voor deze laatste zal men tot leiddraad moeten nemen de talrijke koninklijke besluiten ter vrijwaring van de gezondheid der arbeiders in de werkhuizen.

Het is wellicht niet overbodig te herinneren aan het koninklijk besluit van 21 September 1894, waarbij wordt voorgeschreven: het kalken, het schilderen, eene luchtruimte van 10 kubieke meter per werkman, om het uur eene luchtverversching van 30 tot 60 kubieke meter volgens het geval, luchtkokers, een sterke luchtverversching in de plaatsen waar de arbeid wordt verricht. Deze maatregelen worden nog verscherpt wanneer het betreft lokalen dienende tot het bewerken van organische stoffen, waaruit vloeistoffen kunnen ontstaan die, bij hare ontbinding, tot schadelijke en hinderlijke gas- of dampuitwasemingen aanleiding zouden kunnen geven. De voor verrotting vatbare afval moet nooit blijven liggen in de voor den arbeid bestemde lokalen. Hij wordt onverwijld weggeruimd en ontsmet. Bij andere bepalingen wordt voorgeschreven dat de werkplaatsen moeten gevrijwaard zijn tegen de uitwasemingen die voortkomen van riolen, beermest- of aalputten of van alle andere oorzaak van besmetting.

De gezondheidsmaatregelen worden slechts op de fabrieken en de werkplaatsen toegepast. Zoo men wil in acht nemen dat de kamer, waar de arbeider werkt, feitelijk slechts de voorzetting van de fabriek is, dan zal men inzien dat op den arbeid ten huize dezelfde gezondheidsregeling dient te worden toegepast als op den arbeid in de fabriek.

*
* * *

Zegde de heer Hubert, Minister van Arbeid en Nijverheid, bij de opening van het Internationaal Congres, te Brussel, in 1910 niet in den grond het volgende: « Werden al de maatregelen, ten gunste der fabriekwerkers genomen, niet uitgestrekt tot de huisarbeiders, dan ligt dit aan den bijzonderen toestand, waarin deze laatsten verkeerden en die de zuivere, eenvoudige toepassing onmogelijk maakt. Thans is het tijd die leemte aan te vullen. Zeker zal ik, zoo sprak de Minister verder, onderzoeken in welke mate en, bij voorkomend geval, onder welken vorm deze uitbreiding onzer arbeidswetten kan geschieden. »

Allen zijn het eens over het beginsel. In zake hygiëne is de noodzakelijkheid om ten voordeele van den huisarbeid tusschen te komen veel dringender — behoudens uitzonderlijke gevallen — dan voor den fabrieksarbeid. Enkel de wijze dier tusschenkomst kan men nog bespreken. In Australië, in de Vereenigde-Staten, in England, scheen het doelmatigste middel, op de ten huize der werklieden vervaardigde producten een merk, eene etiket, een « label » te plaatsen met het opschrift « *tenement made* », « *aan huis vervaardigd* ». (Zie verslag van den heer Rens.)

Uitgaande van het gebruik in deze landen, vragen de opstellers van dit wetsvoorstel een « onderscheidend merk », door eene bijzondere verordening te bepalen.

Het « label » zou een officieel merk zijn, waarmede alle producten, aan

huis vervaardigd, zouden moeten bekleed zijn, op straf van boete, en dat slechts zou worden afgeleverd voor de werken, uitgevoerd in gezondheidsvoorwaarden door het arbeidstoezicht als voldoende erkend.

Aldus zou de Regeering een doeltreffenden, werkdadigen, bestendigen waarborg hebben.

*
* * *

Buiten de hoogervermelde gezondheidsmaatregelen die van toepassing zijn op de fabriekwerkers, zou men, IN HET BELANG ZELF DER VERBRUIKERS, maatregelen moeten nemen om te vermijden dat werk wordt besteld in middens waar besmettelijke ziekten heerschen. In Engeland zijn dienaangaande straffen voorzien, met deze bijzonderheid dat de wet de patroons aansprakelijk stelt voor het naleven van deze bepalingen ⁽¹⁾.

De bekrachtiging die de billijkste schijnt en waarbij de indieners van dit voorstel zich hebben aangesloten, is deze waarbij wordt bevolen de ontsmetting en, in uitzonderlijke gevallen, de vernietiging, op kosten van den werkgever, van stoffen die een gevaar van besmetting opleveren of in besmette lokalen zijn neergelegd. Deze oplossing werd in dit wetsvoorstel verkozen.

Anderzijds is het wel verstaan, dat, ter voorkoming van de beroepsziekten, gelijke gezondheidsmaatregelen zouden genomen worden als voor het weren der besmettelijke ziekten.

*
* * *

Insgelijks dienen in acht te worden genomen, de bezwaren voortspruitende uit de nabijheid van sommige bedrijven, zooals het bewerken der grondstoffen van de hoedenmakerij, zooals het uitspreiden op de drooglatten van huiden waaraan nog vetstof en bloed kleeft, en waarvan de rottende staat walgingwekkende geuren verspreidt.

Daarenboven deed de 2^e afdeeling van het Internationaal Congres van den huisarbeid, te Zurich in 1912 gehouden, en waarop onze Regeering zich had doen vertegenwoordigen, de volgende besluiten aannemen : a) De huisarbeid, die aan erge vergiftiging blootstelt, moet worden verboden ; b) het vervaardigen en behandelen van voedingswaren en tabak moet worden verboden in den huisarbeid ; c) aangifte van de besmettelijke ziekten is verplichtend ; d) de ontsmetting en, desnoods, de vernietiging van de te bewerken voorwerpen, toebehoorende aan den arbeider die door eene besmettelijke ziekte is aangetast, zijn ook verplichtend.

Uitbreiding van de sociale wetten tot de huisarbeiders.

Buiten de gezondheidsmaatregelen, worden, bij de aanvullende bepalingen van dit voorstel, meestal de voordeelen der arbeidswetten tot de huisarbeiders uitgestrekt.

⁽¹⁾ Zie Verslag Rens.

De maatregelen tot bescherming van den arbeid, zooals de ongevallenwet, de wet op de Zondagsrust, die op den vrouwen- en kinderarbeid zouden voortaan van toepassing zijn op de werklieden der « verspreide bedrijven ».

Wat den vrouwen- en kinderarbeid betreft, zal, uit menschelijk gevoel, zich niemand tegen de zaak verzetten; evenmin, wat de Zondagsrust betreft.

Nu, klaar is het, dat bij de ongevallenwet de patroons, die werklieden in de fabriek aan den arbeid hebben, in een ondergeschikten toestand worden gesteld, vermits zij verplicht zijn de helft van het beroepsrisico te dragen, terwijl hunne collega's, die het werk aan huis doen verrichten, van dezen last ontslagen zijn. Daarin ligt eene krenkende ongelijkheid en eene betreurlijke aanmoediging voor de hoofden van onderneming om huisarbeid te doen verrichten.

Uit een onderzoek ingesteld in het kanton Dalhem en in het land van Luik blijkt, dat de ongevallen talrijk zijn bij de werklieden-wapenmakers die aan huis arbeiden. Hetzelfde zal ook wel in andere beroepen gebeuren. Er bestaat dus reden om de leemte aan te vullen tengevolge derwelke de werklieden der « verspreide fabriek » het voordeel der wet niet genieten.

Wordt bij artikel 20 de wet op het betalen der loonen toegevoegd aan de andere wetten op de arbeidsbescherming, dan ligt dit aan het feit dat, bij eene rechtspraak die ons toeschijnt in strijd te wezen met de wet van 1887, de stroovlechtsters onder de ambachtslieden werden gerangschikt. Willen wij voorgoed het *truck-system* afschaffen, dan moeten wij, zooals wij het hebben bepaald, op de stroovlechtsters en op de werklieden, die met haar kunnen worden gelijkgesteld, het gemeen recht toepassen.

In den huisarbeid verdient het *truck-system* eene bijzondere aandacht. In de mandennijverheid, b. v., wordt de werkmán door den patroon verplicht, bij dezen het noodige riet of de noodige teenen te koopen alvorens hij het werk in handen krijgt. Deze leveringen worden boven hare waarde geschat, en zodra de werkmán ze in zijn bezit heeft, wordt hij voor ambachtsman gehouden; het is hem echter verboden zijn werk te verkoopen aan een andere dan dengene die hem de teen verkocht. Deze houdt, bij het betalen van het geleverde werk, den prijs af van het geleverde materiaal: het verschil tusschen beide maakt het loon uit. Dit loon is echter zooveel onderschat als de geleverde waren te hoog werden aangerekend.

In de kantnijverheid bestaan soms dezelfde gebruiken.

Wij hebben het geval gezien bij eene kantwerkster, die insgelijks door hare meesteres als aanneemster werd beschouwd, vermits zij het werk en het garen leverde. Onder deze omstandigheden kon de meesteres naar willekeur den aankoop prijs bedingen. Zij nam het kantwerk slechts aan tegen ruiling van ellegoed; 't is te zeggen, zij aanvaardde de kant met onderschatting van de waarde, gaf in ruil stoffen tegen den prijs in 't klein, dus met winst, en de werkster was verplicht, om zich van deze stof te ontmaken, ze met verlies voort te verkoopen. Voor de kantwerkster was het verlies dus drieërlei.

Daar de plaats, waar de huisarbeid wordt verricht, de voortgezette fabriek is, heeft de patroon tegenover den huisarbeider dezelfde verplichtingen als tegenover den fabriekwerker. Dat is het leidend beginsel dezer wet.

Het minimum-dagloon : de noodzakelijkheid ervan.

Het is stellig van het grootste belang dat het lokaal, waar de arbeid verricht wordt, gezond weze. Doch allen, die van dichtbij het vraagstuk van den huisarbeid bestudeerd hebben, zijn het eens om te verklaren dat de « knoop van de quaestie » de « wortel van het kwaad », naar de uitdrukking der Engelschen, moet gezocht worden in de ontoereikendheid der loonen.

« Die bezoldigde huisarbeider, zegt de heer Brants, leeraar aan de » katholieke hoogeschool te Leuven, komt ons dikwijls voor als de ont- » aarding van den vroegeren zelfstandigen ambachtsman; het is geen beeld » van kracht; het is een minderwaardige en hij vertoont er de treurige » kenmerken van. Zijn ellendigen toestand kunnen we vooral waarnemen » in onze hedendaagsche steden, voornamelijk in de groote steden. Het is » vooral, in de eerste plaats, een vervallen ambachtsman, die wegens zijne » mindere bekwaamheid, door de concurrentie neergeslagen werd en den » strijd niet kan volhouden op de economische markt.

» Stellig is het niet overal zoo. Onze Belgische wapenmakers staan zoo » laag niet. Bestaan er eenige misbruiken, dan komen die maar bij uitzon- » dering voor, schrijft de monografist van dien belangrijken, alouden » stiel. Op den buiten ook wordt er soms nog bij den huisarbeid gezongen, » maar vaak wordt dat bedrijf daar enkel uitgeoefend in het dood seizoen » van den veldarbeid ».

Dat zijn echter maar uitzonderingen, want zooals de heer Brants het zeer welsprekend en schilderachtig zegt, « de idylle van den werkzamen haard, is, in 't algemeen, maar een treurige spotternij; het is de lijdensgang van een leven dat verwelkt in een midden zonder zon en zonder rust, in vuile ongezonde sloppen. »

Om dien treurigen toestand te verhelpen en ook om te voorkomen dat de huisbedrijven verder van de helling afglijden, wat onvermijdelijk gebeuren zou, vragen wij dat de wetgeving dit voorstel zou aannemen.

Indien men eene uitzondering maakt voor de Luiksche wapenmakers, voor de beeldhouwers en de diamantbewerker en andere bijzondere ambachten, die toch nog niet voor den arbeider de geheele vrucht van hunnen arbeid opbrengen, mag men zeggen dat de huisarbeid vooral gekenmerkt is door de verlaging van het handwerksloon.

De Kamer der Lords, die stellig door geen omwentelingsgezinden geest bezielde is, deed in 1888 een onderzoek instellen over den toestand van den huisarbeid. Nauwgezet werd het vraagstuk in alle opzichten bestudeerd.

Dit onderzoek duurde twaalf jaar lang. In 1890 vatte de Kamer der Lords, in eene berucht gebleven formule, de drie kenmerken van den huisarbeid aldus samen :

- 1^o Bijzondere lage en ontoereikende loonen;
- 2^o Bovenmatige arbeidsduur;
- 3^o Ongezonde werkplaatsen.

Men mag zeggen dat de twee laatste kenmerken van den huisarbeid het onvermijdelijk gevolg zijn van het eerste.

Daar de werkman op het stuk werkt, heult hij zich af om een werkloon te winnen, dat juist hoog genoeg is om er van te leven. En door eene langdurige krachtsinspanning hoopt hij daarin te slagen; maar nooit bereikt hij zijn doel en zijne krachten nemen gestadig af; door het overwerk kan hij zich zelfs, ter oorzake van de lage loonen, geen menschenwaardig bestaan bezorgen; iedermaal dat hij overwerk levert, doet de werkman de loonen nog dalen : daaraan komt geen einde.

En in zijn koortsachtigen ijver om maar veel voort te brengen, doet hij niet alleen zijne kinderen medewerken maar ook zijne huisvrouw, die geen tijd genoeg meer over heeft om het huishouden te verzorgen.

Welstand verheft! Zoo luidt eene volksspreuk.

In omgekeerden zin, mag men zeggen dat langdurige ellende de waardigheid van den werkman verlaagt. Allen die de oplossing elders zoeken dan in loonsverhooging, loopden het spoor bijster.

Waaraan moet men die ontoereikendheid der loonen toeschrijven? Aan de ongebreidelde concurrentie die de groote winkels van kleeren, kant en linnengoed elkander aandoen, maar ook aan de concurrentie onder werklieden, zoo behendig uitgelokt door sommige patroons en tusschenpersonen. « Gij wilt dat werk tegen dien prijs niet doen? Goed, ik zal het aan een ander geven. » En daar de huisarbeiders geen voeling onder elkaar hebben — in de steden kennen zij elkaar niet eens — hebben de fabrikanten en tusschenpersonen gemakkelijk spel om te plegen hetgeen wij « afdreiging op arbeidsgebied » zullen heeten.

« In de provinciale tentoonstelling van den huisarbeid, te Antwerpen, in » 1913 gehouden, ontvingen de inrichters het bezoek van een patroon, » linnenfabrikant. Hij toonde hun twee brieven, de eene komend van » eenen klant, die hem vroeg of hij 6,000 manshemden tegen 75 centiemen » kon leveren, de andere van een leverancier, die hem meldde dat hij de » bestelling van 6,000 hemden tegen 71 centiemen het stuk kon aan- » nemen. Ziehier den uitleg dien de fabrikant er aan toevoegde :

» Het huis dat mij die hemden bestelt, betreft van mij ook andere » waren. Weiger ik deze bestelling, dan loop ik gevaar den klant te » verliezen.

» Ik kan dat hemd maar vervaardigen tegen den kostprijs van 85 centiemen. Om de levering zonder verlies te kunnen doen, zou ik het loon met 10 centiemen per hemd moeten verminderen. Dat is mij gansch onmogelijk, omdat het onmensschelijk wezen zou; het aldus verminderd loon zou een hongerloon zijn, dat ik aan mijne werksters niet wil betalen. Om de bestelling niet te verliezen, heb ik me dus tot een anderen fabrikant gewend. Deze zal mij de hemden tegen 71 centiemen leveren. Hoe zal hij dat aan boord leggen? Dat weet ik niet.

» Indien de wet een minimum-loon bepaalde, dan zouden de patroons elkaar, op eerlijken grondslag, mededinging kunnen aandoen; dan had ik mijnen klant een weigerend antwoord kunnen geven, wel wetend dat niemand de voorwaarden had kunnen aannemen die hij mij wilde opleggen.

» Met het bestaande stelsel van concurrentie tot het uiterste heb ik de bestelling niet kunnen weigeren, ik heb zelfs 240 frank gewonnen, op de levering van 6,000 hemden maar ten koste van welken last! »

*
* * *

De Duitsche econoom M. Wilbrand bevestigt zelfs, zegt de heer Verhaegen, dat de onmogelijkheid waarin de werklieden zich bevinden, om samen te spannen, voor den aanhanger de hoofdverdiensle van den huisarbeid is.

Ook dient er rekening gehouden met het feit, dat het verspreide werk vele vrouwen telt, dikwijls weduwen, vele kinderen, grijsaards, gebrekkelijken, wier zwakke weerstandskracht begrijpelijk is.

In België, zelfs als men den metaalarbeid in rekening brengt, waarin vrouwen nog bij uitzondering werkzaam zijn, vertegenwoordigen de vrouwen 64 t. h. van het gezamenlijk getal der bezoldigden van den huisarbeid. Het getal mannen boven 50 jaar bedraagt 12.75 t. h. van het gezamenlijk getal in de fabrieken en werkplaatsen en 22.88 t. h. in de huisnijverheid.

Er ligt iets aangrijpends en tragisch in de concurrentie tusschen die overwonnelingen des levens. « Die vervaarlijke en geniepige strijd tusschen hongerlijdenden, die elkaar niet kennen, is misschien de treurigste zijde van den huisarbeid, » schrijft de heer Pierre Verhaegen. « Het is, zegt ook de heer Boyaval, de geheime veer, de hoofdoorzaak, die den heelen gang der zaken beheerscht ».

Dat is goed begrijpelijk. De patroon levert zelfs de grondstof niet in sommige huisbedrijven. In die wellicht uitzonderlijke gevallen, maar gevallen die zich toch voordoen, is het maakloon het eenig bestanddeel van den kostprijs dat men inkrimpen kan.

Wanneer een makelaar in de stad de bestelling neemt voor een

afgelegen dorp, dan kent de aannemer, de bestuurder van den grooten winkel de menschen niet die voor hem werken. Het is dus goed begrijpelijk dat de fabrikant zich onder die omstandigheden en ook onder den drang van de concurrentie, weinig bekommert om den toestand van hen die voor hem zwoegen. Deze wet heeft tot doel hem tot andere gevoelens te brengen door hem nader in betrekking te stellen met degenen die voor hem arbeiden, zulks door middel van de boekjes en de looncomiteiten.

Eerlijke patroons geven zich wel rekenschap van den toestand. De heer Antoine Carlier, kantfabrikant te Brussel, schreef in een verslag van het Internationaal Congres voor den huisarbeid: « de fabrikanten zelf kunnen » geën toezicht houden en op den verren buiten opsporingen doen naar den » toestand der uitgebuite werksters daar het adres van die ongelukkige » werksters hun meestal verborgen gehouden wordt. In handelszaken » schijnt de tijd van het « nagaan » voorbij.

» Wanneer een werkmeisje uitgebuit wordt, moet zij daarvan bewust » zijn of het ten minste kunnen vaststellen ».

*
* *

Wat ten duidelijkste gebleken is uit de nasporingen omtrent de oorzaken en de gevolgen van den huisarbeid, dat verachtend voortbrengingsstelsel, wordt samengevat in de volgende regelen van den heer Charles Poisson, professor aan de faculteit te Angers, lid van de katholieke maatschappelijke werken: « Wanneer men de zaak in den grond onderzoekt, beseft men dat » alle oorzaken neerkomen op eene enkelé: de concurrentie: concurrentie » tussehen patroons, concurrentie tussehen arbeiders ».

In Engeland heeft men de huisnijverheid gebrandmerkt met den naam van « *sweating-system* », zweetstelsel. In Frankrijk betoogde de heer Charles Benoit hoe vatbaar de loonen van de huisarbeiders voor inkrimping zijn en kenschetste die nijverheid onder den naam « stelsel van de schroef zonder eind ».

Uit een onderzoek gedaan door pastoor Meny, blijkt dat de linnenwerksters in Frankrijk ternauwernood 1 fr. daags winnen.

Mejuffer Schirmacher stelde vast dat er in Frankrijk 829,057 werksters leven, die veel werkkraft schenken en « het meerendeel van die vrouwen, de werksters van negen en zestig departementen op zeven en tachtig, de werksters van zeventien nijverheidsbedrijven op achttien kunnen maar moeilijk rondkomen ».

Steunend op het officieel onderzoek door de Belgische Regeering ingesteld en op de opsporingen gedaan met het oog op de tentoonstelling van den huisarbeid te Brussel (1910) en op de tentoonstelling onlangs ingericht door den socialen Bond der koopers van Antwerpen, te Antwerpen (1913),

zegde de heer Verhaegen : « In België, bereikt het loon voor een zeer groot aantal huisarbeiders geen 40 centiemen per uur ⁽¹⁾.

(¹) Ziehier de tabel van het door den heer Verhaegen aangeteekend loon bij het onderzoek voor de Tentoonstelling van Antwerpen; er dient opgemerkt dat de kantwerksters van Turnhout in België het fijnste werk leveren en de hoogste loonen winnen.

Loonen per uur.

1 tegen	4 centiemen.
1 tegen	4 $\frac{1}{2}$ »
5 tegen	5 »
5 tegen	5 $\frac{1}{2}$ »
6 tegen	6 »
2 tegen	7 »
1 tegen	8 »
2 tegen	8 $\frac{1}{2}$ »
5 tegen	9 »
1 tegen	10 »
5 tegen	11 »
6 tegen	12 »
5 tegen	13 »
2 tegen	14 »
3 tegen	15 »
1 tegen	15 $\frac{1}{2}$ »
2 tegen	16 »
1 tegen	16 $\frac{1}{2}$ »
1 tegen	17 »
1 tegen	17 $\frac{1}{2}$ »
2 tegen	18 »
1 tegen	19 »
5 tegen	20 »
2 tegen	21 »
2 tegen	22 »
1 tegen	25 »

Op 64 tentoongestelde stalen waren er dus 53 van minder dan 20 centiemen per uur en 11 van 20 tot 26 centiemen per uur; 53 winnen in dat weeldeambacht minder dan 2 frank per dag voor tien uren arbeid.

In het boek in 1912 op de *Belgische kant* uitgegeven, waardoor de uitslagen van het eerste onderzoek betreffende die nijverheid aan het licht gebracht worden, zegt het Ministerie van Arbeid, met den heer Verhaegen, als tolk (bladz. 216) :

De loonen, gewoonlijk gewonnen in dezen tijd, komen de volgende cijfers nabij :

Aantal werkuren.	Vervaardigde kant.	Loon.
12 tot 13 uren.	Valenciennès, doekkant, doorgevlochten kant, Chantilly, blonde	0.70 tot 0.90
Id.	Mechelsche, Rijselsche steek, Parijsische steek	0.75 tot 1.00
Id.	Vlaamsche doorgevlochten kant, Binche, Vlaamsche steek	1.00 tot 1.20
Id.	Duchesse, Brugsche kant	1.00 tot 1.35
Id.	Op tul met spoelen gewerkte kant	0.90 tot 1.30
Id.	Engelsche steek	1.25
Id.	Gaas, kant met naaldenwerk, Venitiaansche steek	1.00 tot 1.45

Die cijfers zijn maar bij benadering vastgesteld; er wordt geen rekening gehouden met werktijden van meer of minder dan 12 tot 13 uren. Deze tabel laat buiten aanmerking de hoogste en de laagste loonen; zij houdt vooral geen rekening met zekere gegevens afhankende van de werkkrachten. Die gegevens zijn van verschillenden aard.

Nooit werden deze bevindingen ernstig betwist. Bij uitzondering durfden maar enkele werkgevers de aangehaalde cijfers in twijfel te trekken en zeer dikwijls moesten zij de waarheid der vooropgezette cijfers en feiten erkennen.

Valt het te verwonderen dat, met zulke lage loonen, de arbeid tót zeer laat in den nacht wordt voortgezet en dat men de eenvoudigste regelen der hygiëne veronachtzaamt?

Valt het dan te verwonderen dat vele jonge meisjes, die de hoop van de natie moesten zijn, vroegtijdig verkwijnen?

Moet het ook verwonderen dat zoovele jonge volksmeisjes zich op den duur aan ontucht overleveren?

Bedenkt dat de lage loonen de wakkersten ontmoedigen, dat de meeste huisbedrijven, seizoenbedrijven zijn, dat de bestellingen alle tegelijk altoos op het laatste oogenblik aankomen, dat er haastig en bovenmatig moet gewerkt worden en dat er op een afnattenden werktijd gewoonlijk een lang ontmoedigend tijdperk van werkverlet volgt; staat men niet verwonderd dat zoovele jonge meisjes nog weerstand bieden?

De E. P. Vaughan erkende in de *Vigilance Association te Londen* dat vele juffrouwen vaak verplicht zijn haar karig loon door namelooze middelen aan te vullen.

De werkgevers zouden beter doen, voegde hij erbij, haar hooger loon te betalen, al moesten zij dan wat geringer legaten aan instellingen van weldadigheid overlaten.

*
* .

Hoe dieper men doordringt in de studie van dat vraagstuk, hoe meer men tot het besef komt dat staatsbemoeiing noodzakelijk is om de loonen te verhoogen.

Sommigen hadden gemeend dat het overbrengen ten huize van elektrische beweegkracht den toestand van de werklieden der gedecentraliseerde voortbrenging zou verbeterd hebben.

Priester George Mény, doctor in de rechten, heeft een zeer nauwkeurig onderzoek ingesteld en heeft de zaak grondig bestudeerd. Hij komt tot de volgende slotsom: « De krachtwerktuigen hebben de loonen van de huisarbeiders niet verhoogd; in sommige gevallen zelfs, zooals ook werd vastgesteld tijdens het onderzoek over de naaimachine, heeft de motor het loon van den handenarbeid verminderd. »

« Het staat dus vast, zoo besluit de schrijver zijne lange en grondige studie, dat noch de vooruitgang van de mechaniek, noch het bijzonder initiatief, noch de vakinrichting het lot van 1,200,000 ongelukkigen kunnen verbeteren, die in Frankrijk iederen dag wat meer verkwijnen door de kwalen van den huisarbeid. »

« Wat kan men onder die omstandigheden doen? vraagt Raoul Jay in zijn werk over de wettelijke verdediging der arbeiders. »

« En de uitstekende professor antwoordt: er valt niets te doen over dan

de tusschenkomst der wet die, in de bedrijven waar het *sweating system* heerscht, de collectieve arbeidsovereenkomst moet inrichten of liever, die de vrije collectieve arbeidsovereenkomst, die men te vergeefs van het initiatief der partijen verwacht, moet vervangen door een soort verplichte collectieve overeenkomst, onder toezicht en met den steun der openbare machten gesloten door gemengde commissiën waartusschen uitspraak gedaan wordt door een scheidsman, bij gebrek aan verstandhouding tusschen werkgevers en werknemers door de openbare machten aangewezen. »

« Het bepalen van een wettelijk minimum-dagloon door de gemengde comiteiten, dat is het stelsel thans voorgestaan door meest allen, die het vraagstuk van het *sweating system* van nabij hebben bestudeerd. Dat is wel de hoofdgedachte van de Fransche ontwerpen, zegt de heer Poisson, en bijzonder van graaf Albert de Mun.

Wij voegen erbij : dat is wel de hoofdgedachte van het wetsvoorstel van de heeren C. Huysmans en medeleden.

Het is bekend dat het onderhavig wetsontwerp ingegeven werd door een voorontwerp opgemaakt door een Belgisch comiteit van mannen tot alle partijen behorend en dat het in hoofdzaak aangenomen werd door het Internationaal Congres van den huisarbeid, te Zurich gehouden in 1912.

Het Belgisch voorontwerp en het ontwerp, ontstaan uit de beraadslagingen te Zurich, gaan uit van de denkbelden van het Fransch ontwerp en van Australische, Amerikaansche en Engelsche wetten.

Voor het bepalen van een minimum-dagloon, werden door de indieners de hoofdtrekken van het ontwerp van graaf de Mun overgenomen.

De taak der looncomiteiten.

Hoe zal men het minimum-dagloon voor de huisarbeiders bepalen? Hoe zullen de looncomiteiten werken?

Men dient zich wel in den geest te prenten dat de wetgeving het loonbedrag niet bepaalt. Het bepalen van de loontarieven door eene wet is, vooral in den huidige stand der zaken, naar veler meening onmogelijk.

Manchesterianen achten het niet gewenscht. In alle geval, wanneer men rekening houdt met de bestaande maatschappelijke omstandigheden — of die goed of slecht voorkomen — moet men er niet aan denken het loon door de wet te doen bepalen. In den huidige toestand moet er een leniger, een rekbaarder oplossing gevonden worden. Dat wordt in het wetsvoorstel gedaan.

De wetgever stelt een principieel, zegt de heer Poisson, bepaalt hoe het dient te worden bekrachtigd en laat aan vaklieden de zorg over het toe te passen.

En om het woord van den heer Duthoit ⁽¹⁾ over te nemen, zullen wij

(1) Zie l'*Organisation professionnelle*, aangehaald door den heer Poisson.

aangaande het minimum-dagloon zeggen dat wij voorshands ten bate der huisarbeiders voorstanders zijn van de formule : « De Staat geeft de wet maar verordent niet. »

Inderdaad, het voorstel van onze collega's C. Huysmans, Destrée, Rens, Daens, Dr Delbeke, Dr Vandeperre, stelt looncomiteiten in, bestaande gedeeltelijk uit werkgevers, gedeeltelijk uit werklieden en, desnoods, uit afgevaardigden van de Regeering, om, in de betrokken bedrijven, de loontarieven te bepalen. De regeling behoort aan die comiteiten en niet aan de wet. De samenstelling van de looncomiteiten geeft dus alle waarborgen en gaat uit van het stelsel voor de samenstelling van den Nijverheids- en Arbeidsraad, in 1886 reeds door Frère-Orban voorgestaan.

Voor het bepalen van de loonroosters, huldigt het wetsvoorstel twee hoofdbeginselen die de belanghebbenden volgens de omstandigheden moeten toepassen.

Eerst zullen de betrokken comiteiten overeenkomen voor de bepaling van het minimum-loon, dat de werkman van middelmatige bekwaamheid per uur moet verdienen. Het spreekt van zelf dat, bij het bepalen van hetgene ik heeten zal « den levensstandaard » of, om duidelijker te spreken, « het bestaans-minimum », men dient uit te gaan — zooals de heer Verhaegen het vraagt — van den gewonen arbeidsdag van tien uren. Zooniet zou het middel, dat wij aanprijzen om het stelsel der « schroef zonder eind » stil te leggen, slechts betrekkelijke uitslagen opleveren.

Eerst en vooral zal het looncomiteit in franken en centiemen omzetten het bestaans-minimum welk het, naar gelang van de omstandigheden van plaats en beroep, aan de betrokken werklieden wil waarborgen.

Is men het eenmaal eens over deze zaak, dan dient men het tarief te bepalen voor elk artikel of iedere arbeidsverrichting, derwijze dat een werkman van middelmatige bekwaamheid zeker is te bereiken het minimum per uur bepaald bij den aanvang der beraadslaging van het Comiteit. Wie het handwerk van nabij heeft kunnen nagaan, weet dat de handelwijze, door ons voorgestaan, eerder schijnbare dan werkelijke moeilijkheden oplevert. De bestendige deputatie van Luik, die in 1897 gelast was te bepalen het minimum-loon voor de verschillende bewerkingen bij het steenkappen voor de provinciale werken, ontmoette weinig bezwaar bij het opmaken van dit tarief, doch zij droeg zorg het advies der patroons, der meestergasten en der werklieden in te winnen. Dank aan deze handelwijze en ook omdat er besloten was kost wat kost te slagen, werden de moeilijkheden gemakkelijk overwonnen. Huisarbeid is uit zijnen aard zelf stukwerk. Het zal dus gemakkelijker zijn het bestaande tarief te doen toepassen dan dat voor het steenkappen, dat wel stukwerk is, doch meer wisselvalligheid oplevert.

Vermits het stukwerk hier de regel is, dienden de laatste vooroordeelen, die nog tegen het minimum-loon bestaan, voorgoed te verdwijnen. Een lid der Commissie, dat in het minimum-loon iets zag als een aanslag op de vrijheid der contracten en tevens op de theoretische vrijheid van den arbeid,

heeft deze besluiteloosheid laten blijken. De vrijheid van den uitgelezen werkmán wordt hoegenaamd niet belemmerd, niet alleen omdat hij op stuk werkt maar nog en vooral omdat het bepaalde tarief enkel een minimum is, waarbij men tot maatstaf neemt den werkmán van middelmatige bekwaamheid, minimum dat men kan overschrijden.

Het invoeren van dit minimum, dat het levenspeil van de overgrootste meerderheid der arbeiders verheffen en hun de hulp der wet verschaffen zal voor het aangaan der arbeidsovereenkomst, zal wat meer onafhankelijkheid en vrijheid invoeren daar waar er vroeger feitelijk niets bestond dan slavernij, verdrukking, uitbuiting en ellende.

*
* *

De tweede bepaling welke de wet opgeeft als eene vingerwijziging die de comiteiten, wien het bepalen van het minimum-loon is opgedragen, moeten volgen, is dat er dient rekening gehouden met de winst, verwezenlijkt door de werklieden eener bepaalde streck die hetzelfde bedrijf uitoefenen in fabrieken, werkplaatsen of nijverheidsinrichtingen en die dezelfde waar voortbrengen.

Men had voorgesteld het loon der niet tot een bepaald ambacht behorende werklieden der streck tot grondslag te nemen. In een artikel van de *Grande Revue* oordeelt de heer Roger Picard terecht dat dit stelsel weinig doeltreffend is, want, zegt hij « men schijnt te aanzien als toereikend eene vergelding die altijd lager is ». Wanneer wij het gemiddeld loon der fabriek tot grondslag nemen, moedigen wij de aannemers aan tot inrichting van het werk in de fabriek, wat in het opzicht van den werkmán in 't bijzonder en der maatschappij in 't algemeen, den huisarbeid, die een verachtelde vorm van voortbrenging is, verre overtreft.

In de fabriek, in de werkplaats, is het stukwerk zeldzamer. Men kan dat uitleggen door gemakkelijker toezicht en regelmatigere voortbrenging. Zoo zij steunen op het loon, dat in de fabriek wordt betaald, zullen de looncomiteiten wijs en billijk werk verrichten.

Bij den Hoogerén Arbeidsraad van Frankrijk bepaalde de heer A. Grousier, afgevaardigde van de Seine, met nadruk dezelfde gedachte.

« Wanneer het loon, zegde hij, bepaald is niet op stuk, doch per dag, » is het een minimum dat moeilijk nog kan verminderd worden. Het » gelde eene vrouw die uit werken gaat, eene naaister die per dag werkt, » of een meisje dat op eenen winkel arbeidt, welk ook het beroep moge » zijn en waar het ook worde uitgeoefend, nooit is het, mijns inziens, aan » te nemen dat men haar een loon aanbiedt van tien of vijftien stuivers. » Het is toegelaten aan een werkmeisje een laag loon aan te bieden, doch » men kan niet duden dat er haar een wordt aangeboden dat wezenlijk » een spotprijs is. Wil men dus grond tot vergelijking zoeken, dan hoeft » men uit te gaan van den prijs die per dag wordt betaald. »

De zielkunde en de ondervinding geven in ieder opzicht gelijk aan een zoo bevoegd man als de afgevaardigde Groussier.

Het geldt dus hier, naar de omgekeerde uitdrukking van den heer Berthod, verslaggever der Fransche wet, het dagwerk in stukwerk om te zetten.

Dat zal dikwijls de zending van de Looncomiteiten zijn. En daar deze Comiteiten samengesteld zijn uit vakkundigen, zoo werklieden als patroons, zal de moeilijkheid niet groot zijn.

*
*
*

Uit het voorgaande blijkt dat het minimum-loon hoofdzakelijk zal worden geregeld volgens het bedrijf. Dient het gewestelijk of nationaal te wezen? Het wetsvoorstel duidt aan dat het volgens bedrijf en gewest zal bepaald worden, doch de Commissie voor hooger beroep zal nationaal zijn. Deze mag insgelijks optreden als Centrale Commissie voor de herziening en, tot ordening, de beslissingen der Looncomiteiten wijzigen. De Commissie voor hooger beroep zal dus de loonen niet bepalen voor heel het land en voor ieder bedrijf. Zij zal enkel zorgen om de tarieven, die ongetwijfeld en, vooral in den beginne, merklijk van elkander verschillen, zooveel mogelijk te ordenen. Gewis zal het bestaansminimum veel hooger aangerekend worden in de groote steden des lands, namelijk te Brussel en te Luik, dan in de afgelegén dorpen van Vlaanderen, waar het gemiddeld loon zoo laag is gedaald.

't Is slechts mettertijd en trapsgewijze dat de tarieven van het handwerk meer tot eenheid geraken. Zeker zal de Commissie van hooger beroep door het herzien en ordenen der prijzen per reeks veel tot deze gelijkstelling bijdragen.

De tarieven, door de Looncomiteiten vastgesteld, zullen van kracht blijven gedurende eenen termijn van twee jaren; zoo zullen de werklieden en de werkgevers van te voren zijn ingelicht aangaande de vermoedelijke loonen en de gebeurlijke kosten van den handenarbeid.

Daaruit zal eene zekere gerustheid ontstaan die de nijverheidsmarkt heilzaam zal beïnvloeden. « Nochtans mag het wettelijk minimum-loon niet de afschaffing van het syndikaal recht medebrengen. Wie minimum zegt, zegt integendeel, recht voor den werkman om meer te eischen en meer te bekomen. » ⁽¹⁾.

Doch wanneer het huisarbeiders geldt is deze bevestiging enkel in den grond eene *petitio principii*, want feitelijk ontmoet men er zelden machtige vereenigingen en dit om de redenen die wij opgaven, wanneer wij deden uitschijnen hoe zwak en verspreid de huisarbeiders zijn. Er bestaat hoegenaamd geen samenhang onder hen. Juist omdat hun geheel of gedeel-

⁽¹⁾ *La Grande Revue*, 10 October 1910, Roger Picard.

telijk de macht ontbreekt om eischen te stellen, is de toestand zóó ongelukkig. Die hoofdreden wettigt voor hen de dadelijke invoering eener bijzondere wetgeving. 't Is nochtans te vermoeden dat door de benoeming en de werking der Looncomiteiten, alsmede door de toepassing der tarieven de huisarbeiders uit hunne slaperigheid zullen opgewekt worden. De gedachte om eischen te stellen zal, zooals wij in Engeland zagen, en dit hopen wij, voor gevolg hebben in hun midden het beginsel der vakinrichting te ontwikkelen en iedereen zal er om tevreden zijn. In denzelfden zin wordt door artikel 17 aan het Looncomiteit toegelaten de gemeenschappelijke overeenkomsten, die de vakvereenigingen mochten hebben aangegaan, te bekrachtigen en het voordeel daarvan uit te strekken tot al de arbeiders van hetzelfde bedrijf, mits zij toepasselijk zijn op ten minste een derde der gelijksoortige arbeiders van het betrokken gewest.

Wanneer zij de rol der syndicaten gewichtiger maakt, vermindert de wet hare eigen werking; naarmate zij minder noodig wordt, maakt de tusschenkomst der wet grootendeels plaats voor de syndicale macht voor het bepalen der loonen: om juist te zijn, diende men te zeggen dat het aandeel van tusschenkomst der beide machten — de syndicale en de wettelijke — noodzakelijk ten slotte tot evenwicht moet komen. Nu, het lijdt geen twijfel, in het een zooals in 't ander geval, is het zeker dat de bepaling van een minimum-loon de redenen tot geschil verminderen en de scherpte van den socialen strijd verzachten zal.

Toepassing en strafbepalingen.

De toepassingsmaatregelen bestaan in de verplichting die de patroons wordt opgelegd, een register bij te houden, waarop worden geboekt de namen der werklieden, de opgelegde arbeid en de uitbetaalde loonen, en elken arbeider werkbuletijns af te leveren met de opgaven van het register (zie het reeds aangehaald artikel van den heer Picard).

Dit boekje moet bevatten den tekst der wet en der koninklijke besluiten, die het bedoelde bedrijf regelen, alsmede de werkplaatsreglementen, de gezondheidsvoorschriften, enz.

Als aanvullenden maatregel van toepassing, wettigt het voorstel de bekendmaking of aanplakking en het recht voor de vakvereenigingen en al de belanghebbende personen, bij het Looncomiteit, het Arbeidstoezicht, of al de bevoegde overheden, de overtredingen van de wet en van de verordeningen aan te klagen. Bij artikel 18 zijn straffen voorzien tegen een wanbedrijf, tegen eene overtreding van de voorschriften der wet.

Om het toezicht te vergemakkelijken, liever om het te verzekeren, is het noodig dat ieder werkman, op elken betaaldag, in 't bezit worde gesteld van een werkbuletijn. Vandaar de noodzakelijkheid aan iederen huisarbeider een loonboekje te overhandigen en in te voeren hetgeen men, niet zeer juist, bestempeld heeft met den naam van « boeking der arbeiders ».

Een lid der commissie drukte zelfs de vrees uit, dat door de boeking een soort van eenzijdig overmanschap ten voordeele van zekere burgers terug zou ingevoerd worden.

Er ligt nochtans een hemelbreed verschil tusschen het eenzijdig overmanschap der Middeleeuwen en het feit, nietig op zich zelf, van een werkboekje te nemen. De overmans, de gilden laten toe of wijzen af dengene die werk aanvraagt, terwijl hier de werkgever werk verstrekt aan wie het hem beliest, aan hem die werk vraagt en dit heel eenvoudig inschrijft op het daartoe bestemde register.

De rol van het gemeentebestuur bestaat in het boeken van den naam van den werkman, het afleveren, op zijne aanvraag, van een boekje en het onderzoek van het lokaal waar hij werkt. Het loonboekje mag het hem niet weigeren. 't Is dus gansch het tegendeel van den geest van uitsluiting der vroegere gilden, die de Fransche omwenteling heeft ontbonden.

Het loonboekje wordt ook den werkman overhandigd om hem in de mogelijkheid te stellen te bewijzen dat zijn werklokaal aan de vereischte gezondheidsvoorwaarden voldoet; 't is dus terzelfder tijd een waarborg voor den baas en eene aanbeveling voor den werkman.

Het loonboekje is, zegt men, eene nieuwe uitgave van het verplichte werkboekje dat door de wet van 10 Juli 1883 niet verplicht werd gemaakt. Dat is nog verkeerd; in het belang van het huisgezin zelf, diende een loonboekje in iedere werkmanswoning te berusten. Het zou vader en moeder het middel aan de hand doen om zich beter rekenschap te geven van hunne jaarlijksche inkomsten en hunne uitgaven daarnaar te regelen. Het loonboekje bevat geene vermelding die den werkman kan schaden. Het wordt alleenlijk gebruikt in het belang van den werkman met het oog op het door de wet bepaalde nazicht. Het geeft niet, zooals het boekje van vóór 1883, aan de patroons gelegenheid om zwarte lijsten op te maken. Het loonboekje heeft niets gemeen met het werkboekje, dat de wet van 1883 overigens laat bestaan daar ze iedereen vrijlaat het te gebruiken of niet. In de mijnontginning is het boekje, niettegenstaande de wet van 1883, in gebruik gebleven, mits eerbiediging van zekere regelen. Overigens, ten gevolge van de wet op de arbeidsongevallen, teekenen reeds heden de vooruitziende werklieden van de fabrieks- en de werkplaatsnijverheid bij iedere betaling het loon op dat zij opstrijken en dat tot grondslag moet dienen voor de eens vooral bepaalde vergoeding.

Zullen de nieuwe verzekeringswetten ook geen persoonlijk arbeidersboekje invoeren met het oog op ziekte, invaliditeit of pensioen?

Artikel 10 der wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen en kinderen voert het werkboekje in, nagenoeg in den vorm door dit wetsvoorstel opgegeven. Dus is de gedachte reeds verwezenlijkt.

De boeking zal enkel het werk vergemakkelijken der gemeentebesturen belast met het opmaken van de lijsten der kiezers voor den Nijverheids- en Arbeidsraad en voor den Werkrechtersraad. En 't zijn waarlijk niet de schepencolleges die daarover zullen klagen! Dus is er geen spraak van de

werklieden « in te lijven », zooals in de Bijzondere Commissie werd gezegd, noch van het vroegere boekje weer op te dringen. De bepalingen betreffende het boekje zijn doodeenvoudig maatregelen van toepassing; zij moeten niemand afschrikken. Zij zijn onmisbaar voor de goede werking der wet en krenken in geen enkel opzicht den modernen geest.

*
* *

Ziehier ons besluit : wij hopen dat, zoo onze collega's het wetsvoorstel van de heeren Camiel Huysmans, Destrée, Rens, Daens, Delbeke, Vandepierre willen doorgronden, de Kamer, evenals de Bijzondere Commissie deed, de voorgestelde maatregelen tot verheffing van den toestand der huisarbeiders, gunstig onthalen zal. Er zij hier geen sprake van uitheemsche concurrentie; in alle landen, immers, is het vraagstuk gedeeltelijk opgelost of liggen er ernstige voorstellen ter studie.

Het werk, waarvoor wij de medehulp onzer collega's inroepen, is geen partijwerk : 't is eenvoudig een werk van menschlievendheid, een werk van rechtvaardigheid, een werk van gezondmaking, een werk tot stoffelijke en zedelijke verheffing van 120,000 Belgische arbeiders. De toekomst van ons geslacht zelf ligt in de weegschaal. Voor de armsten onder de armen verzoeken wij de leden van het Parlement, als één man, eene hulpvaardige en beschermende hand uit te reiken.

Opgemaakt buiten de ingerichte partijen, doch in gemeen overleg met uitstekende mannen uit alle partijen, erlangde dit voorstel de goedkeuring van vrouwen en mannen die zich op sociale werken toelleggen, van hoogleeraars, geleerden, sociologen, patroons, werklieden, priesters en leeken, Walen en Vlamingen, katholieken, liberalen en socialisten.

Door de goedkeuring van een voorstel, dat zich onder zoo gunstige omstandigheden voordoet, zal de Kamer dus in den vollen zin des woords een nationaal werk verrichten. Zulke eer zal zij niet laten ontsnappen.

De Verslaggever,

LEON TROCLET.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

